



tain mouvement administratif, et cela n'était pas du goût de nos administrateurs. Pour s'en dormir mollement sur les divans de l'hôtel de préfecture, pour fumer tranquillement leur cigare dans les allées de la pépinière, pour rendre leurs lois plus insouciantes, il leur convenait bien mieux d'une bonne loi draconienne, laconiquement conçue, et condamnant tout honnêtement à la potence tout Corse qui aurait été trouvé porteur d'une arme quelconque, il leur fallait, en un mot, un peu de cette législation turque, si commode pour les gouvernants et source, comme l'on sait, de tant de prospérité pour les gouvernés.

Nous soutenons que telle a été la pensée secrète de presque tous les hauts fonctionnaires qui nous ont été envoyés jusqu'ici, car nous ne pouvons nous expliquer autrement cette inertie de l'administration et du ministère public, au sujet du port d'armes, quand ils avaient en leur pouvoir tant de moyens de répression, lorsqu'il est démontré que la concomitance de tous ces moyens, habilement dirigée, aurait produit les mêmes résultats que la législation la plus rigoureuse.

Vient-on que nous étayions l'accusation que nous venons de porter, d'une preuve plus décisive encore? La loi du 24 mai 1834 paraissait être faite pour la Corse. La pénalité établie par le code péna contre les porteurs d'armes prohibées proprement dites, était élevée jusqu'à un an d'emprisonnement. Elle contenait des dispositions nouvelles et plus rigoureuses encore contre les porteurs et détenteurs d'armes de guerre en général, que la loi ne définissait pas, et sur la qualification desquelles la plus grande latitude était laissée aux tribunaux, juges de l'intention et du fait. Cette loi, impartialement et rigoureusement exécutée, était destinée à détruire radicalement l'habitude du port d'armes. C'était le résultat que tous les bons citoyens s'en promettaient. Un avocat-général, dans un discours de rentrée, invoqua cette loi comme un ancre de salut pour la Corse. *A mes yeux*, disait-il, *les armes sont toutes les armes de guerre, toutes instruments de discord et de vengeance. C'était aussi l'opinion de la grande majorité de la cour. Nous avons peine à contenir l'indignation dont nous sommes saisis au moment où nous traçons ces lignes. M. le Garde-des-Sceaux le croira-t-il? Cette loi est restée 20 mois sans exécution, et cela s'est passé sous l'administration de ce même M. Motet, qui déclarait que le pouvoir n'avait pas assez de force parmi nous, et de ce même M. Jourdan qui s'empres- sait d'applaudir à ses paroles!*

C'est qu'à près vingt mois, d'un profond sommeil, au mois de janvier dernier, que ces deux magistrats se décidèrent à ouvrir les yeux, non point toutefois spontanément, qu'on ne s'y trompe pas, mais sur l'initiative du chef de la force publique, dont la conscience s'était avec raison alarmée à son arrivée en Corse, de cet oubli des devoirs les plus sacrés. Encore leur activité eût-elle été suffisante de scinder une besogne apparemment trop lourde pour leurs forces. Il ne fut question dans leurs circulaires que des armes prohibées proprement dites. Cette partie de la loi, qui a trait aux armes de guerre, et dont le premier avocat-général invoquait l'application avec une foi si sincère et si philanthropique, reste toujours sans exécution.

On assure que notre nouveau procureur général a été frappé de cette anomalie comme de toutes celles que nous venons de signaler, et qu'il ne tardera pas à réclamer le concours des tribunaux pour en faire cesser le scandale. Nous engageons M. Réquier-Dunasa d'entreprendre cette œuvre que nous appellerons volontiers patriotique, dont le succès ne peut faillir, et dont il s'applaudira si, comme nous le pensons, il aime sincèrement ce pays. Il sera secondé par tous les

gens de bien à quelque opinion qu'ils appartiennent, et surtout par nos magistrats, trop éclairés pour ne pas savoir qu'il y aurait véritable folie, quand le droit commun offre une législation répressive, suffisante, d'entrer dans la voie de l'arbitraire et de l'inconstitutionnalité, et de recourir à des mesures exceptionnelles dont on ne tarde pas à se repentir et dont on ne prévoit jamais toutes les conséquences.

Le conseil-général du département de la Seine vient de voter cinq mille francs pour le monument national qui va être élevé à la mémoire de l'Empereur. En suivant l'exemple dont l'honorable initiative appartient au conseil-général des Côtes-d'Or, la ville de Paris a payé une dette sacrée envers le régénérateur de la France. A la vue des établissements utiles et des beaux édifices dont il jeta les fondemens, on s'est souvent sans doute que son vœu le plus cher, fut de rendre le siège du gouvernement la première cité du monde, d'en faire le sanctuaire des lettres et des beaux-arts, le centre de l'univers civilisé, l'abrege de toutes les merveilles que les savans voyageurs vont admirer au loin.

La ville natale, où il n'y a de Napoléon que son berceau, attend depuis nombre d'années la statue qui doit y faire revivre et perpétuer à jamais tous les glorieux souvenirs de l'empire. Le projet de la souscription ouverte au sein de son pays natal, et que grossissent tous les jours les offrandes de nos concitoyens d'outre-mer, ne suffit point encore pour donner à ce monument national le caractère de beauté et de grandeur qui doit lui appartenir. Tous les hommes qui ont contribué à l'illustration de la patrie ont déjà reçu cet hommage public de la part de leurs compatriotes. C'est sur les places qu'ils décorent et embellissent, en y jetant un reflet de leur gloire, qu'ils revivent pour la postérité sous les formes durables du bronze et du marbre. La ville d'Ajaccio montre bien la maison où il reçut le jour, mais quand on demande à ses habitants de montrer la statue de l'empereur, il baissent la tête et rougissent. La famille impériale ne fut guère prodigue envers nous de ses immenses trésors; aux jours de sa grande prospérité elle nous demandait des hommes et du dévouement, et ne nous donna jamais en échange que des fumées de gloire. N'importe, la Corse n'en chérit pas moins la mémoire de l'empereur. Le monument que nous sommes impatiens de saluer de nos vives acclamations, et que chacun de nous lui a déjà élevé au fond de son cœur témoignera chez la postérité la plus reculée de notre respect et de notre sympathie. Le culte que nous lui avons voué est une sorte de religion populaire; à son nom des larmes d'attendrissement coulent des yeux du père et du laboureur, et le soldat muet s'efforce de se sentir moins ému au récit de ses immortelles campagnes. Mais ce sentiment ne dépasse pas les bornes de l'âme. Il faut qu'il se révèle au dehors par des formes matérielles, et cette expression extérieure ne peut se trouver que dans l'œuvre d'un artiste habile. Nous aimons à penser que d'autres conseils-généraux voteront à leur tour aux inspirations généreuses qui ont saisi le conseil-général de la Seine. C'est alors que le monument pourra être montré avec orgueil aux voyageurs étrangers. Des dimensions exagérées ne conviennent pas à cette œuvre nationale. Tout ce qu'il a à l'empereur doit être grand comme lui.

Nous ne craignons pas de nous montrer indiscrets en consignons dans notre journal un acte de bienfaisance auquel on n'aurait voulu donner aucune publicité.

Nous apprenons que Madame la princesse de Galitzin, née princesse Souwarow, dont nous avons déjà annoncé l'arrivée en Corse dans notre numéro du 29 juin, numéro 85, a fait remettre des secours à l'hospice civil de cette ville. Cette dame qui joint aux nobles qualités du cœur tous les charmes de l'esprit, a voulu donner par là un témoignage de son intérêt aux pauvres de Bastia.

On nous assure que Madame Galitzin qui a été attirée momentanément parmi nous par le désir de voir le lieu de naissance du Grand Homme, a reporté sur le continent une opinion bien avantageuse de notre pays, sur lequel elle se plaît à répandre dans la société des idées aussi justes que flatteuses. (Communiqué.)

A M. le rédacteur de L'INSULAIRE FRANÇAIS.  
Bastia, 26 août 1836.

Monsieur,  
Une dépêche de M. le ministre de la marine en date du 11 du courant, vient de m'être adressée; elle intéresse beaucoup la navigation et le commerce français, et mérite, par conséquent, la plus grande publicité.

A cet effet, j'ai l'honneur de vous en adresser une copie, pour que vous veuillez bien la faire insérer dans le plus prochain numéro de votre journal, si vous le croyez à propos.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec une considération très distinguée,  
Votre très humble et très obéissant serviteur,  
Le président du tribunal de commerce,  
J.-B. LOTA.

Paris, 11 août 1836.  
Monsieur le Préfet, par une circulaire du 30 juin dernier, je vous ai prescrit de faire rappeler aux capitaines des navires à voile et à vapeur, les dispositions de la déclaration royale du 18 décembre 1728, touchant l'embarquement des passagers tant en France qu'en pays étranger.

Il m'a été représenté depuis que l'exécution de ces dispositions, ordonnées à une époque où la navigation à la vapeur n'existait point, aurait les plus graves inconvénients pour les paquebots français à vapeur affectés spécialement au transport des passagers.

En effet, un grand nombre de passagers n'arrivent qu'au moment même du départ de ces paquebots : souvent les dépôts ont lieu la nuit; enfin, la nécessité de faire porter les passagers sur le rôle d'équipage entraînerait des retards qui détermineraient les passagers à donner la préférence aux paquebots à vapeur étrangers qui ne sont soumis à aucune formalité de ce genre.

D'après toutes ces considérations, et afin de favoriser le développement de notre navigation à vapeur, j'ai décidé que dorénavant les paquebots à vapeur affectés au transport des passagers ne seront point assujettis aux dispositions de la déclaration royale du 18 septembre 1728, qui restera, au surplus, en vigueur pour tous les autres navires du commerce. Je vous prie de donner des ordres aux divers ports de votre arrondissement pour l'exécution de cette décision qui devra être notifiée aux chambres de commerce et aux navigateurs.

Recevez, etc.  
Signé DUFERRÉ.  
Pour copie conforme :  
Le greffier du tribunal de commerce  
séant à Bastia.  
D. MAROTTE.

M. l'inspecteur chargé des fonctions rectorales en Corse a appelé 24 instituteurs, pris dans les

divers arrondissements, à suivre, avec indemnité, les cours de l'école primaire d'Ajaccio.

#### PROMOTIONS ECCLÉSIASTIQUES.

M. Sarrebayrouze, chanoine à la cathédrale d'Ajaccio, a été nommé vicaire-général;  
M. l'abbé Castelli, curé à Corte;  
M. l'abbé Pietri, curé à Bonifacio;  
M. l'abbé Romanacci, curé à St-Florent;  
M. l'abbé Versini, curé à Olmeto.

#### CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU RHÔNE.

Séance du 30 août.

#### Souscription au Monument de Napoléon.

M. le secrétaire donne lecture d'une lettre signée par MM. le duc de Bassano et le comte Ferri-Pisani, membre de la commission centrale établie à Paris, pour élever un monument à la mémoire de Napoléon dans sa ville natale.

Dans cette lettre le conseil-général est invité à concourir par sa souscription à l'accomplissement d'un vœu national que le roi a adopté en plaçant son nom à la tête des souscripteurs.

Le conseil décide de souscrire pour une somme de 500 fr.

#### CRISE MINISTÉRIELLE.

Paris, 29 août.

Il paraît tout à fait certain aujourd'hui que la crise ministérielle est au moment de se terminer, et dans le sens que nous avons dit avant-hier. M. Guizot, qui avait été adressée, quoi qu'il en aient dit quelques journaux, une lettre autographe du roi, a été reçu aujourd'hui, à midi, aux Tuileries, par S. M. A. deux heures, M. Montalivet est arrivé, et la conférence s'est encore prolongée jusqu'à trois heures.

On assure ce soir au château que M. Molé et M. Guizot s'étaient parfaitement entendus, et qu'il ne restait plus qu'une adhésion à obtenir. Du reste, il paraissait décidé que M. Molé prendrait avec les affaires étrangères la présidence du conseil.

Ainsi, il est probable, d'après ce que nous avons recueilli d'informations ce soir, que les arrangements pour le nouveau ministère prendront tout à fait consistance pendant la journée de demain, et il ne serait peut-être pas impossible que les ordonnances parussent dans le *Moniteur* de mercredi. Ce qui peut achever de hâter ce résultat, c'est l'arrivée de M. Duchâtel, qu'on attendait que demain, et qui est descendu à son hôtel ce soir à huit heures. (Presse.)

— Du 30 août. — Les pourparlers se continuent entre les différentes personnes qu'on croit devoir entrer ou qu'on veut faire entrer dans le nouveau ministère, et quoiqu'il n'y ait pas de graves difficultés à vaincre, les choses cependant n'avancent pas. Il y a pourtant en ce moment deux résultats généraux qui paraissent définitivement acquis : d'un côté, la certitude que le tiers-parti est écarté; de l'autre, c'est la certitude non moins positive que M. Guizot et quelques-uns de ses amis rentreront. (Idem.)

#### PARIS.

Le roi vient de nommer M. Serrurier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rio Janeiro, et M. Edouard Pontois, en la même qualité près les États-unis d'Amérique.

— M. Deuex est parti depuis huit jours pour Gratz; malheureusement la duchesse de Berry croit se coucher du 20 au 30 octobre.

— Les journaux légitimistes qui avaient parlé d'une légère indisposition du duc de Bordeaux, disent que c'est une fièvre de croissance dans laquelle il a grandi d'un pouce.

— Un pharmacien de Lyon vient de trouver le moyen de rendre blanc et de première qualité le pain de munition destiné à nos troupes, et cela sans augmentation de prix. Mandé à Paris pour faire l'essai de sa précieuse découverte, M. l'a soumise aux épreuves réclamées par l'autorité, et elle a complètement réussi. Il est en ce moment en marche pour livrer son secret au gouvernement.

— On lit dans *Sémaphore* :  
Le roi de Naples est arrivé à Toulon; sa voiture a versé aux environs d'Avignon, sans qu'il en soit résulté aucun accident fâcheux.

— Le général Alava et tous les employés de l'ambassade espagnole à Paris ont donné leur démission. Le général s'est retiré à Tours.

— M. le maréchal Clauzel a dû s'embarquer à Port-Vendre pour l'Algérie le 25 août.

— Le *Moniteur* contient un rapport de M. Sanzet, ministre de la justice, au roi, dans lequel il présente le compte de l'administration de la justice criminelle pour 1834.

— On parle d'une lettre autographe de la part de la reine Christine, à l'adresse aux rois de France et d'Angleterre, pour protester contre la violence et contre les suites de son adhésion forcée à la constitution de 1832.

— Une ordonnance signée Passy, lève la prohibition à l'entrée des foulards de l'Inde imprimés, sauf l'application des droits fixés par la loi du 2 juillet 1836, pour l'importation indirecte.

— On écrit de Batavia :  
Un jeune homme de 18 à 19 ans était éperdument amoureux de la demoiselle D... Celui-ci semblait répondre à cet amour, et même, dit-on, on a trouvé des lettres dans lesquelles elle lui jurait une fidélité à toute épreuve, quand se présente chez ses parents un particulier très riche. L'argent séduisit la jeune fille, qui finit par épouser le dernier.

— Le soir des noces il y avait brillante réunion quand, au milieu du bal, deux détonations se firent entendre, l'une suivant l'autre. On accourut de tous côtés. Le jeune avait assassiné son rival et s'est ensuite brûlé la cervelle. On trouva sur lui ces mots : « Dans un bal, deux cadavres. »

— M. le duc de Brunswick a fait avec M<sup>lle</sup> Graham, la célèbre aéronaute, une ascension dont les suites ont été funestes. Le ballon monté par ces deux personnes était arrivé à Greenwich, dans le comté d'Essex, et il commençait à descendre sur un point favorable, quand tout à coup la nacelle a été renversée. Mme. Graham est tombée sur le sol d'une hauteur de 30 pieds, on l'a emportée dans un état fort alarmant. Le duc a été plus heureux, il en est quitte pour quelques contusions qui ne l'ont pas empêché de revenir à Londres le jour même de cet accident.

— On lit dans le journal du soir :

« Il est grandement question de nommer un ambassadeur extraordinaire pour représenter le roi des Français au couronnement de l'empereur d'Autriche à Prague. M. Thiers avait proposé, dit-on, plusieurs candidats, parmi lesquels on cite M. le général Guilleminot; mais aucun n'a été agréé au château, où l'on insiste pour que le choix tombe sur le général Sebastiani. On assure que ce personnage est prêt à accepter cette nouvelle mission. On prétend même que les présents

d'usage sont déjà commandés à des bijoutiers de Paris. »

— Le comte Puzos di Borgo doit épouser, à son retour à Paris, la comtesse de Boigne. (Indépendant.)

— Détails sur la mort de Quesada : Vers 2 heures, Quesada arrive en personne à la tête de nouvelles troupes qu'il range en bataille à la *Puerta del Sol*, en face de l'hôtel de la Poste. Les dragons qu'il commande exécutent une charge le sabre haut, mais sans frapper, et font évacuer la place; les cuirassiers et la ligne étaient restés immobiles à leurs places, et sur l'ordre de Quesada ils rentrent dans leurs casernes, pendant que Quesada parcourt la ville à la tête de ses dragons.

Tel était l'état de Madrid le 14 au soir; mais le 15 au matin tout avait changé de face. Le général Mendez Vigo, membre du ministère l'aurait apporté les décrets de la reine qui proclamaient la constitution et nommaient un nouveau ministère dans le sens le plus populaire. Senave, successeur de Quesada, se promenait Madrid, accueilli par les vivats de la foule, et Rodil cherchait à apaiser la multitude furieuse qui lui demandait les têtes de Quesada, Galiano et Isturiz. Ces deux derniers avec Torreno et Miraflores s'étaient hâtés de prendre la fuite.

Quant à Quesada, il avait attendu trop longtemps; il s'était d'abord caché chez un marchand de tapis, près la porte de Santa-Barbara; mais ne s'y croyant pas en sûreté, il s'était réfugié à travers les champs à un endroit nommé Hortaleza, à une lieue et demie de Madrid. Il tournait au tour du village lorsqu'il fut reconnu. Son compagnon fut tué à ses côtés; lui-même fut arrêté et amené devant l'alcade, qui l'envoya en prison. Le bruit de son arrestation se répandit bientôt à Madrid, et une foule de peuple et de garde nationaux, au nombre d'environ 3,000, accoururent aussitôt en poussant des cris de mort. Quesada avait été massacré dans sa prison, et son cadavre, mutilé avec une atroce recherche de cruauté, était déjà méconnaissable. Le soir on se disputait dans les rues de Madrid les lambeaux sanglants de son cadavre et l'on montrait au café *Nuevo* ses oreilles et ses doigts comme un gage de la victoire populaire.

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

##### ESPAGNE.

On dit que le ministre Isturiz a été assassiné, mais ce n'est qu'un bruit vague.

— Des lettres particulières de Bayonne annoncent que le général Leiber a battu Garcia en Navarre, et qu'il lui a fait dans ce combat 600 prisonniers. Il est également question d'une nouvelle défaite de Basilio.

— Le général Espartero a été nommé par le nouveau gouvernement commandant en chef par intérim.

À Valcarlos, l'armée s'est rendue aux chrétiens avec quelques cavaliers.

Il paraît que M. Ferrer n'accepte par le ministère.

M. Mendizabal assiste au conseil, mais sans en faire partie.

Dans la soirée du 18, un combat s'est engagé entre les soldats venant de Saint-Ildelonse et un pache d'un régiment de la garnison de Madrid.

Les soldats de Saint-Ildelonse, réunis au régiment, ont enfoncé à coups de canon la caserne de leurs adversaires, où ceux-ci s'étaient retranchés.

Cardova se retire en France; il était à Pamplune le 25. A son arrivée dans cette ville, il aurait

Jauregui est actuellement attaché au service

trips des ulemas étaient pilés dans un mortier

Bastia, de l'Imprimerie de C. de la Bastie.

[illegible]

ant de savoir si, dans les délits relatifs au

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

ant de savoir si, dans les délits relatifs au

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

ant de savoir si, dans les délits relatifs au

et d'armes prohibées, il convenait de réquerir l'assistance préventive. Nous regrettons de ne pas avoir inséré cette circulaire. Nous avons fait connaître, dans le précédent N<sup>o</sup>, notre opinion sur le port d'armes. Nous voyons avec plaisir que M. Réaumur, loin d'imiter la funeste insouciance de ses prédécesseurs, s'occupe activement des moyens de rendre aux lois existantes toute leur vigueur.

M. le prince de Capoue et son épouse miss Pélopie Smith, arrivés sur le bateau à vapeur le *Lapoleon*, sont à Bastia depuis cinq jours. Nous nous en sommes vu le bonheur de voir de près la célèbre landaise, et nous ne balançons pas à dire qu'il n'y a rien d'exagéré dans tout ce qui a été dit dans les journaux de ses grâces et de sa beauté. Le général Tiburce Sébastiani et le consul anglais se sont empressés de rendre visite aux nobles voyageurs, qui ont noué, dit-on, le même bateau à vapeur qui les a apportés, pour se rendre à Malte, où ils comptent passer l'hiver.

Quelques cas de choléra paraissent s'être manifestés à Livourne. La commission sanitaire de Bastia a établi une quarantaine de cinq jours pour les provenances de ce port.

#### PETIT ABUS DE POUVOIR.

Un électeur de la circonscription départementale de Pietra et Moita demande au maire l'extrait mortuaire d'un électeur décédé depuis la confection des listes. Refus opiniâtre de la part de ce fonctionnaire. On expose que ce refus est en opposition avec le code civil et avec la loi électorale.

Vaines remontrances ! On s'adresse alors à M. le sous-préfet de l'arrondissement qui rappelle au maire à l'observation la loi.

Les injonctions de ce magistrat supérieur ne sont pas plus écoutées que les réclamations de l'électeur. Il reste une dernière voie, c'est une action judiciaire. On croit enfin avoir trouvé un moyen de vaincre son obstination. Cet espoir est encore déçu. Sans s'inquiéter le moins du monde des conséquences de cette conduite inadmissible, le maire consigne son troisième refus bas de l'exploit de l'huissier. Force a donc été réclamant de renoncer à l'acte de décès.

(Communiqué)

#### RELATION D'UN TRISTE ÉVÉNEMENT.

Le 8 du courant, la ville de Corté a été plongée tout-à-coup dans le deuil et la douleur par un accident des plus déplorables. Puisse les anges qu'il a fait couler et le triste souvenir de ces victimes sur le sort desquelles on gémit ce moment, ouvrir enfin les yeux de l'autorité locale sur le danger que présentent les nombreuses réunions dans tous les étages d'une construction peu solide, soit aux époques des mariages, soit à celles des décès.

On avait comment on rapporte les circonstances de ce funeste événement. On avait fixé à huit heures du matin la levée du cadavre d'une femme morte, et qui de son vivant occupait à titre de loyer l'étage supérieur d'une maison située dans l'enceinte de la citadelle, allait procéder aux cérémonies funèbres, déjà les prêtres approchaient de la porte d'entrée, lorsque le mouvement des femmes, s'ébranlant pour livrer passage au clergé, entraîna la chûte et plancher qui soutenaient faiblement des poutres vermoulues et usées par le temps. Deux au-

tres étages, cédant à leur tour sous l'effort de cet éboulement, ouvrent un affreux abîme sous les pieds des personnes qui se trouvaient entassées en foule autour de la bière, ce qui eut encore le désordre et le péril. Quand les nuages de poussière qui dérobaient l'horreur de ce spectacle affligèrent permirent de pénétrer à travers les débris et les gémissements, les plus prompts secours furent apportés aux femmes et aux enfants, dont le plus grand nombre étaient ensevelis sous les ruines. Ce fut alors que l'on put mesurer toute l'étendue du malheur. Deux mères de famille ont perdu la vie, et plus de cinquante personnes ont été plus ou moins grièvement blessées. Que l'on se figure maintenant la profonde douleur que le bruit de cette catastrophe a dû répandre dans la ville où pendant une heure bien plus d'une famille a eu à trembler pour les jours d'une mère, d'une fille ou d'une épouse.

Les autorités locales, et surtout le maire, se sont signalés dans cette fâcheuse circonstance par l'empressement qu'ils ont mis à secourir les personnes blessées, et le zèle qu'ils ont déployé pour écarter le désordre et la confusion inséparables de ces malheurs imprévus.

Un cabinet de lecture vient d'être organisé dans le village de Sainte-Reparata. Le désir de l'instruction forme en quelque sorte le caractère de notre époque. Jamais la Corse ne se montra plus avide de connaissances utiles. Ce mouvement progressif qui semblait circonscrit dans les limites des villes du département, s'étend et pénètre rapidement dans toutes les parties de l'intérieur.

Ce qui se passe à Sainte-Reparata en est une nouvelle preuve.

La formation d'un cabinet de lecture dans cette commune rurale ne peut manquer d'être d'un bon exemple pour le reste de la Corse.

L'impulsion donnée par le Conseil général de la Seine a été d'un bon exemple. Dans notre précédent N<sup>o</sup> nous avons annoncé que le Conseil général des Bouches du Rhône avait voté une somme de 500 fr. pour l'érection du monument de Napoléon, aujourd'hui nous sommes heureux d'annoncer que celui du département de la Seine-et-Marne a aussi voté une somme de 500 fr. pour le même objet.

A notre avis, il est peu d'institutions plus utiles que les écoles chrétiennes. Le bien s'y accomplit modeste et sans bruit, et si la nature et la méthode de l'enseignement laissent les élèves entre les premiers éléments de la langue, des essais d'écritures et les notions de la science du calcul, il n'en sont pas moins préparés pour des études d'un ordre supérieur. C'est dans ces établissements qu'ils apprennent à porter sans murmure le joug de la discipline scolastique et à éprouver les premières joies du succès. La distribution des prix qui vient d'avoir lieu à Bastia témoigne de l'intelligente attention des maîtres et des progrès de leurs jeunes nourrissons. Nous avons vu exister des larmes de regrets sur le visage de ceux-là dont l'espoir venait d'être déçu, ce qui démontre que même dans un âge aussi tendre le ressort de l'émulation dirigé par des mains habiles peut exciter une ardeur soutenue chez les enfants.

Cette année les pères de famille nous ont paru très satisfaits. La distribution des prix a été faite avec plus d'appareil que de coutume, ce qui ne contribue pas peu à stimuler le zèle des maîtres et à maintenir le goût du travail parmi les élèves.

M. Lots, président du tribunal de commerce de cette ville, a voulu bien nous communiquer la lettre suivante, qui lui a été adressée par M. de Vian, directeur des douanes, et que nous nous empressons de publier.

A M. LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE.

Bastia, le 6 septembre 1836.

Monsieur,

Je m'empresse de porter à votre connaissance la décision qu'après avoir pris mon avis, mon administration a rendue en réponse à la demande des entrepreneurs du paquebot à vapeur le *Napoléon* tendante à obtenir la faculté de charger à Marseille des marchandises tant françaises qu'étrangères à la double destination de Bastia et de Livourne. Cette décision n'est parvenue par le courrier de ce jour et renferme les dispositions suivantes :

1. Le *Napoléon* pourra charger à Marseille des marchandises françaises tant à la destination de Bastia qu'à celle de Livourne. Les marchandises destinées pour le premier de ces ports seront expédiées sous les formalités générales du cabotage.

2. On pourra également embarquer à Marseille pour Livourne des marchandises d'entrepôt, à l'exception toutefois des huiles, des potasses et des laines en masse.

Les marchandises extraites d'entrepôt seront, à bord des navires, séparées des autres marchandises et arrivées de manière à faciliter, à Bastia, le recensement des colis ; le plomb de réexportation apposé à Marseille ne sera coupé qu'au départ de Bastia pour Livourne ; les permis de ré-exportation délivrés en vertu de l'art. 61 de la loi du 21 avril 1818 accompagneront les marchandises jusqu'à Bastia et les engagements souscrits en vertu de cet article ne seront annulés que lorsque les permis rentreront revêtus du certificat des préposés de Bastia, attestant le départ définitif pour l'étranger des objets qu'ils comprennent.

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 5 juillet dernier, le manifeste de sortie présentera séparément les marchandises de réexportation.

Celles de ces marchandises, qu'on voudrait verser à la consommation à Bastia, pourront y être admises moyennant le paiement des droits d'entrée.

3. A Bastia, le paquebot pourra prendre pour Livourne des marchandises nationales soumises aux droits de sortie.

4. Au retour le bâtiment peut prendre à Livourne des marchandises à la double destination de Bastia et de Marseille, sauf à justifier, au premier de ces ports, comme le veut l'art. 61 du titre 1. de la loi du 22 août 1791, que le restant des marchandises est destiné pour Marseille. Les justifications à produire sont le manifeste et les connaissements.

A Bastia, ou lui permettra de charger, sous les formalités générales prescrites en pareil cas, toutes les productions de la Corse destinées pour Marseille. Toutefois on n'autorisera leur embarquement qu'autant qu'elles ne seraient point similaires des marchandises prises à l'étranger pour Marseille et conservées à bord.

Il est à désirer que les voyages soient établis de telle sorte que le navire arrive de jour à Bastia. Dans tous les cas c'est de jour qu'il devra partir de ce port.

En cas d'abus les facilités concédées par la présente cesseront d'avoir leur effet.

Comme je suppose que cette décision peut intéresser à MM. les commerçants de cette ville ; je

sous serai obligé de vouloir bien la leur communiquer.

Agreez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur des Douanes,

DE VIAN.

#### NOUVELLES D'AFRIQUE.

Oran. — Nous étions depuis long-temps privés de nouvelles d'Oran ; le bateau à vapeur le *Brasier*, arrivé le 23, en a apporté qui vont jusqu'au 20 du courant.

Malgré les résultats du combat de la Sikak, Abd-el-Kader vaincu, mais non découragé, a encore assez d'influence pour agiter la province et pour réunir autour de lui un assez grand nombre de partisans. Il pourrait reconquérir les avantages qu'il a perdus, si notre inaction lui laissait le temps de rassembler son pouvoir ébranlé. M. le général l'Étang, qui a parfaitement compris ce qu'exigeait la situation politique de la province, est sorti d'Oran le 16, à la tête d'une colonne expéditionnaire qui parcourra le pays dans diverses directions, pour agir envers les tribus selon les dispositions qu'elles montreront à notre égard. Nos troupes ont bivouaqué le 16 au Figuier ; le 17, dans leur marche, elles atteignirent un parti de Garrabas auquel on tua deux hommes, deux autres furent pris ainsi que deux chevaux. Le 18, la colonne a couché sur les bords du Tiélat près de ses sources. Dans la matinée du 19, la 2<sup>e</sup> brigade étant restée en position, la première s'est mise en mouvement pour faire une pointe chez les Beni-Amers ; l'avant-garde ayant rencontré quelque cavaliers Garrabas, les mit en fuite, et peu après fut exposée au feu des Beni-Amers, qui cédèrent le terrain en tirant. Leur attitude hostile décida le Général à marcher jusqu'à ce qu'on eût déconvert leurs silos, qui furent livrés à nos auxiliaires. Les troupes n'ont pu être surprises, mais l'ennemi a eu deux hommes tués et trois chevaux lui ont été pris. Les chefs de Ouled-Aly et de Sidi-Bhanam se sont rendus dans l'après-midi près de M. le général l'Étang, qui leur a enjoint de l'accompagner dans les autres excursions qu'il se proposait de faire sous peine de voir enlever le lendemain une autre partie de leurs grains. Il leur a également enjoint de faire fréquenter le marché d'Oran par les gens de leurs tribus, et cette injonction n'a pas été inutile, puisque dès le lendemain des Arabes ont conduit à la ville 19 bœufs, et y ont apportés plusieurs charges de grains.

M. le général l'Étang doit continuer ses opérations en pivotant autour d'Oran, afin de maintenir dans la soumission ou la neutralité les tribus vacillantes qui seraient tentées de reprendre les armes.

On a assassiné à une campagne située à une lieue d'Alger cinq personnes, dont deux demoiselles et un enfant. Comme il n'a été rien volé, on présume qu'il s'agissait de quelque acte de vengeance, ou de jalousie furieuse. La police croit être sur la trace des coupables ; on attend avec impatience le résultat de ses investigations.

Une rixe sanglante a eu lieu le 29, entre des Arabes de différentes tribus à la colonne Voiron, située à une lieue et demie d'Alger, six Arabes ont été tués, et il y a eu une quinzaine de blessés. Ce combat a coup de couteaux et de bâtons a été occasionné par la mauvaise réception qu'un Arabe fait aux Arabes étrangers dans un cantonnement où il y avait une fête. Il paraît qu'on avait voulu les expulser par force, et que alors ils en seraient venus aux mains.

MM. les Actionnaires de L'ESTAFETTE, JOURNAL DES JOURNAUX, sont prévenus que le dividende du premier semestre 1836 se paie à bureau ouvert, à la caisse du Journal, à Paris, rue Quai-Bécon, n. 3.

Depuis la mise en action du journal L'ESTAFETTE, un grand nombre d'entreprises par actions ont été publiées et accueillies favorablement par le public ; mais jusqu'ici on ne s'est guère occupé, de part et d'autre, de placer des actions et d'y souscrire. Au milieu du mouvement industriel qui a porté le public avec entraînement vers ces sortes d'entreprises, il est heureux pour le gérant de L'ESTAFETTE d'arriver un des premiers à un résultat qui peut justifier la faveur qui leur est évidemment acquise.

Un dividende réellement obtenu et distribué aux Actionnaires, sera toujours pour le public le meilleur prospectus, le renseignement le plus sûr et le plus positif.

Les personnes qui désireront prendre connaissance du Journal et des Statuts de la Société doivent en faire la demande par lettre affranchie.

#### PARIS.

Le *Moniteur* renferme les ordonnances suivantes :

M. le comte Molé, pair de France, est nommé président du conseil, ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, en remplacement de M. Thiers, dont la démission est acceptée.

Cette ordonnance est contresignée par M. Montalivet.

M. Persil, membre de la chambre des députés, est nommé garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, en remplacement de M. Sauzet, dont la démission est acceptée.

M. le vice amiral de Rosamel, membre de la chambre des députés, est nommé ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, en remplacement de M. l'amiral baron Duperre, dont la démission est acceptée.

M. de Gasparin, pair de France, est nommé ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, en remplacement de M. le comte de Montalivet, appelé à d'autres fonctions.

M. Guizon, membre de la chambre des députés, est nommé ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, en remplacement de M. le baron Pelet (de la Lozère), dont la démission est acceptée.

M. Duchâtel, membre de la chambre des députés, est nommé ministre secrétaire d'état au département des finances, en remplacement de M. le comte d'Argout, appelé à d'autres fonctions.

La démission de M. le maréchal marquis Maison, ministre secrétaire d'état au département de la guerre, est acceptée.

M. le vice-amiral de Rosamel, ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, est chargé par interim des fonctions de ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

La démission de M. Passy, ministre secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics, est acceptée.

M. Duchâtel, ministre secrétaire d'état au département des finances, est chargé par interim des fonctions du ministre secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics.

Ces sept ordonnances sont contresignées par le nouveau président du conseil, M. Molé.

M. le comte de Montalivet, pair de France, est nommé intendant général administrateur de notre liste civile.

M. le baron Fain est nommé intendant général honoraire de notre liste civile.

Par une autre ordonnance, M. le baron Fain, intendant général honoraire de notre liste civile, premier secrétaire de notre cabinet, est chargé par interim de l'administration de notre liste civile.

Ces trois ordonnances sont contresignées par M. Persil, garde des sceaux.

M. le baron Fain, intendant général honoraire de la liste civile, reprend auprès du roi les fonctions du premier secrétaire du cabinet.

Le roi lui a conféré le grade de chevalier de la Légion d'honneur.

Le comte d'Argout, pair de France, ministre des finances, est nommé gouverneur de la Banque de France, en remplacement de M. le baron Davillier, démissionnaire.

M. le baron Davillier, pair de France, est nommé gouverneur honoraire de la banque de France.

Ces deux ordonnances, qui portent la date du 5 septembre, sont contresignées par le ministre démissionnaire, M. Passy.

M. Meynier, secrétaire général du ministère de l'instruction publique, est nommé préfet du département du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. Dejean, démissionnaire.

Cette ordonnance du 4 septembre est contresignée par l'ancien ministre de l'intérieur, M. de Montalivet.

Une ordonnance du 2 septembre, contresignée par M. Sauzet, nomme à plusieurs places de suppléants de juge de paix.

On lit dans un journal :

« Le maréchal Soult est attendu cette nuit à Paris. On assure que le ministère a déjà reçu l'acceptation du maréchal pour le portefeuille de la guerre. On ne pourra connaître avant lundi la réponse de M. Martin (du Nord) ; mais les amis du nouveau ministère ne doutent pas de son acceptation. »

On écrit d'Arras : La plume se révolte à retracer le crime qui a été commis hier dans notre ville. Un père a violé ses deux filles, âgées de 13 à 14 ans. Une de ces petites malheureuses a été victime de sa brutalité. Les cris de l'autre ont empêché la réalisation d'un second crime, et attiré des voisins qui se sont empressés tout de suite d'aller en avoir l'autorité. Celui que l'on accuse de s'être rendu coupable de cette brutale action, est le sieur Schellers, scieur de bois, et frotteur d'appartements. Arrêté par la gendarmerie, il a été conduit à la prison des Dominicaines.

Les nouvelles d'Ancône annoncent que le choléra s'est déclaré dans cette ville : sur 17 cas on compte 11 morts. On prétend que ce fléau a été apporté par des négociants venus de Trieste. La garnison française devait sortir de la ville pour former un espèce de blocus ou cordon sanitaire autour de la place.

P. S. D'autres lettres toutes récentes disent que ces nouvelles sont exagérées. Cependant elles ne nient point qu'il y ait eu plusieurs cas suspects.

Les journaux de Rome du 18 démentent la nouvelle qui s'était répandue de l'évasion de huit cents forçats du bagne de Civita-Vecchia.

Le conseil royal de l'instruction publique s'occupe, en ce moment, de la rédaction d'un nouveau programme pour les examens du baccalauréat-ès-lettres. Il est question aussi d'importantes modifications dans le catalogue des livres classiques de l'enseignement des collèges.

Le gouvernement vient d'envoyer des inspecteurs dans les départements, chargés de vérifier les comptes des hospices, d'examiner la ma-

ces établissements sont tenus, et avec quel soin ont été élevés les enfants trouvés.

— Le ministre de l'instruction publique a invité MM. les inspecteurs généraux des études à lui transmettre leurs observations sur le projet de loi d'instruction secondaire.

— Les examens pour l'admission à l'école polytechnique viennent de finir à Paris. MM. les examinateurs vont maintenant faire la même opération en province.

— La cour d'assises de la Seine vient de juger une affaire de duel. M. Sirey, fils du jurisconsulte célèbre, accusé d'avoir tué en duel M. Durand-Durepaire, son parent, a été acquitté sur le chef de l'homicide volontaire et par conséquent mis en liberté; mais il a été condamné à 10,000 fr. de dommages et intérêts au profit de la fille mineure de M. Durepaire.

— Il est question en ce moment de changer en France tous les noms des villes qui se répètent dans plusieurs localités; les erreurs involontaires commises par la poste, et plus souvent encore par les particuliers qui n'ont pas soin d'ajouter le nom du département aux lettres qu'ils expédient, ont provoqué cette mesure, soumise par le directeur des postes au ministre de l'intérieur. Dans le cas où ce projet ne pourrait pas recevoir une exécution facile, on ajouterait un nouveau nom à chacune des villes qui seraient dans ce cas.

— Dans une exposition d'objet d'industrie, à Londres, il y a un fusil à vapeur qui décharge 70 balles en 4 secondes contre une plaque de fer. On peut le recharger immédiatement avec le même nombre de balles, qu'il lance, à volonté, ou l'une après l'autre ou par volées, de sorte qu'il est possible de décharger 420 balles en une minute, ou 25,000 en une heure.

— Le journal officiel militaire publie une décision ministérielle relative au port de moustache et de la royauté.

— Suivant les dernières nouvelles des Dardanelles, un affreux incendie a réduit en cendres la plus grande partie de Constantinople, avec tous les édifices des consuls européens, à l'exception du consulat russe.

— Les journaux n'ont pas souvent à enregistrer les déplorable effets de la passion du jeu; aussi ne peut-on trop approuver la mesure législative qui a prononcé la clôture des maisons de jeu. Un déplorable exemple vient encore de démontrer la justice de cette disposition.

Hier, un médecin anglais, arrivé depuis peu à Paris, après avoir perdu une somme de 10,000 fr. dans une maison de jeu, est rentré dans l'hôtel garni du Palais-Royal où il demeurait, et s'est coupé la gorge à l'aide d'un rasoir. Son cadavre a été porté à la Morgue.

On frémit en songeant au nombre des victimes dont on peut encore avoir à regretter la perte. (Droit, journal des tribunaux.)

— M. le baron de La Rue vient d'arriver à Toulon, après avoir accompli sa mission près de l'empereur de Maroc; cette mission, comme l'on sait, avait pour objet principal de demander des satisfactions à l'empereur pour la coopération que ses sujets avaient prêtée à l'émir Abdel-Kader.

Il fallait lutter contre l'astuce et les tergiversations musulmanes, et il était nécessaire de prendre une attitude ferme et d'employer un langage énergique; d'un autre côté, il n'était pas moins essentiel de ménager les choses de manière à ne pas compromettre les relations du commerce déjà si intéressantes qui existent entre le Maroc et la France, et notamment avec Marseille.

Les lettres de Targier annoncent que M. de La Rue a surmonté, avec autant d'habileté que de

bonheur, toutes les difficultés de sa position; non-seulement il a réussi à obtenir les satisfactions demandées, mais encore il a reçu de l'empereur et de ses ministres les assurances les plus formelles de la protection et de la faveur que notre commerce jouit dans ses rapports avec les autorités du Maroc.

Déjà les maisons françaises qui ont des relations avec cette partie de la côte d'Afrique, ont commencé de ressentir l'heureux effet de ces assurances; et c'est avec un empressement bien vif que nous faisons connaître ces résultats, non moins importants pour la dignité nationale que pour les intérêts de notre ville en particulier. (Sémaphore.)

— Les décrets de la régente, publiés par les journaux espagnols, décident une question grave et qui avait été vivement discutée soit par la presse, soit dans les réunions politiques: c'est la question des élections. On se demandait si les cortès convoquées pour prononcer sur l'adoption définitive de la constitution de 1812 seraient les mêmes qui viennent d'être nommées d'après les règles du statut royal, ou si de nouvelles élections auraient lieu dans les formes prescrites par la constitution. Tout le parti révolutionnaire voulait ce dernier mode: le gouvernement de la reine n'était pas en mesure de s'y opposer. On va donc hâter les élections autant que le permet l'inextricable complication du système de 1812.

— On lit dans le Journal du département des Pyrénées-Orientales:

« M. le maréchal Clausel, gouverneur général des possessions françaises d'Afrique, est arrivé à Perpignan dans l'après-midi du 23 courant; il est descendu chez M. le Receveur-général du département, son beau-frère. »

— Voici quelques détails sur les suites de l'enterrement du sieur Coulay, porteur du Bon Sens.

Coulay est mort des suites d'une blessure qu'il avait reçue dans le bras droit lors des affaires de juin, et qui a nécessité une amputation. Le convoi était suivi de 3 à 400 personnes connues pour leurs opinions républicaines et portant une immortelle à la main. La police reçut l'avis que la plupart d'entre eux étaient munis de cartouches, et un mandat d'amener fut décerné contre un mécanicien de la rue Saint-Sébastien qui était dénoncé comme un des chefs. Les officiers de paix Tranchard et Roussel furent chargés de l'exécution, et se rendirent à son domicile, où l'un des officiers de paix fut frappé d'un coup de poignard, et appela à son secours. Le commissaire de police et plusieurs autres officiers de paix pénétrèrent alors, tandis que 11 individus qui étaient restés cachés se montrèrent tout à coup armés de poignard et blessèrent plusieurs agents de police.

La force armée ayant été appelée, on s'empara des 11 individus, et l'on fit une perquisition qui produisit la découverte d'une correspondance, de 3 paquets de cartouches et de 22 poignards. M. Zangiacomi, juge d'instruction, chargé de cette affaire, a passé une partie de la nuit au parquet; plusieurs mandats ont encore été décernés et ont dû être exécutés ce matin.

— On cite comme exemple de la force motrice du bateau à vapeur en fer le Papin; le trajet qu'il a fait en quarante-neuf heures d'Avignon à Lyon, en remontant le Rhône, ce qui fait environ une lieue et demie à l'heure, malgré la rapidité du courant.

— Nous lisons dans le Morning-Herald: Le capitaine Ross est arrivé à North-Yarmouth. Voici l'extrait d'une lettre d'un officier du bâtiment, en date de North-Yarmouth, 24 août 1836.

« Notre succès n'a pas répondu à notre attente en quittant le sol d'Angleterre. Jusqu'à présent

nous n'avons encore eu aucune nouvelle du sort de l'autre bâtiment, et nous craignons bien qu'il n'existe plus du tout.

« Le détroit de Davis et la baie de Baffin étaient couverts de glace, et il n'y a pas d'apparence de pouvoir passer outre cette année; depuis long temps on n'a pas vu saison aussi rigoureuse. Nous avons touché à deux ou trois établissements danois sur la côte du Groënland; de là nous sommes retournés vers la côte de Labrador, pour voir s'il y avait moyen de passer. Nous avons fait tout ce qui était possible de faire avec un seul vaisseau. Jusqu'ici nous avons attendu en vain le secours d'autres bâtiments que l'amirauté nous avait promis d'envoyer. »

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 7 au 13 septembre.

CIVITA-VECCHIA, longre Persévérant, capit. Reboul, avec passagers.

LIVOURNE, bombarde St.-Charles, cap. Benigni, avec diverses marchandises.

MARSEILLE, bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota, lest.

MARSEILLE, brick-golette Assomption, cap. Luchetti, avec farine.

LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota, avec passagers.

FOCE-DE-GOLO, mistick Conception, capit. Bertocci, avec haricots et fèves.

FOCE-DE-GOLO, mistick Conception, cap. Oliva, avec haricots et fèves.

St.-PELLEGRINO, mistick Conception, cap. Battistini, avec lupins.

FIGARETE, mistick Conception, capit. Sisco, avec écorce.

TOULON, bateau à vapeur Liamone, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

#### DÉPARTS

Du 7 au 13 septembre.

Pr. TOULON, bateau à vapeur le Liamone, c. Valzi, avec dépêches et passagers.

LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, c. Lota, avec passagers.

FOCE-DE-GOLO, tartane Vierge-des-Carmes, cap. Guaitilla, en lest.

PORTO-FERRARO, gondole Assomption, capit. Norero, en lest.

FIGARETE, mistick Conception, cap. Sisco, en lest.

FOCE-DE-GOLO, goelette Constance, cap. Rogliano, en lest.

St.-PELLEGRINO, gondole Saint-Joseph, capit. Lupa, en lest.

TOULON, longre Persévérant, cap. Reboul, avec passagers.

FOCE-DE-GOLO, chebeck Saint-Antoine, cap. Marinetti, en lest.

LURI, bombarde Sainte-Jeanne capitaine Amiel, en lest.

MACINAGGIO, brick-golette Assomption, cap. Luchetti, en lest.

FOCE-DE-GOLO, brick-golette Printemps, c. Cambiaggio, en lest.

LIVOURNE, mistick Rose, capitaine Olive, avec écorce.

#### AVIS.

È stata smarrita, nel mese di aprile ultimo, una mula di pelame bruno-cupo avvicinata al nero, bocca mufata, età quattr'anni finiti, ferata ai piedi davanti, con una piccola macchia bianca sulle costole, alta cinque palmi circa.

Chi sapesse darne raguaglio è pregato di dirgersi al Sig. Fabiano Bertola proprietario a Lama che sarà ben ricompensato.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FABIANI.

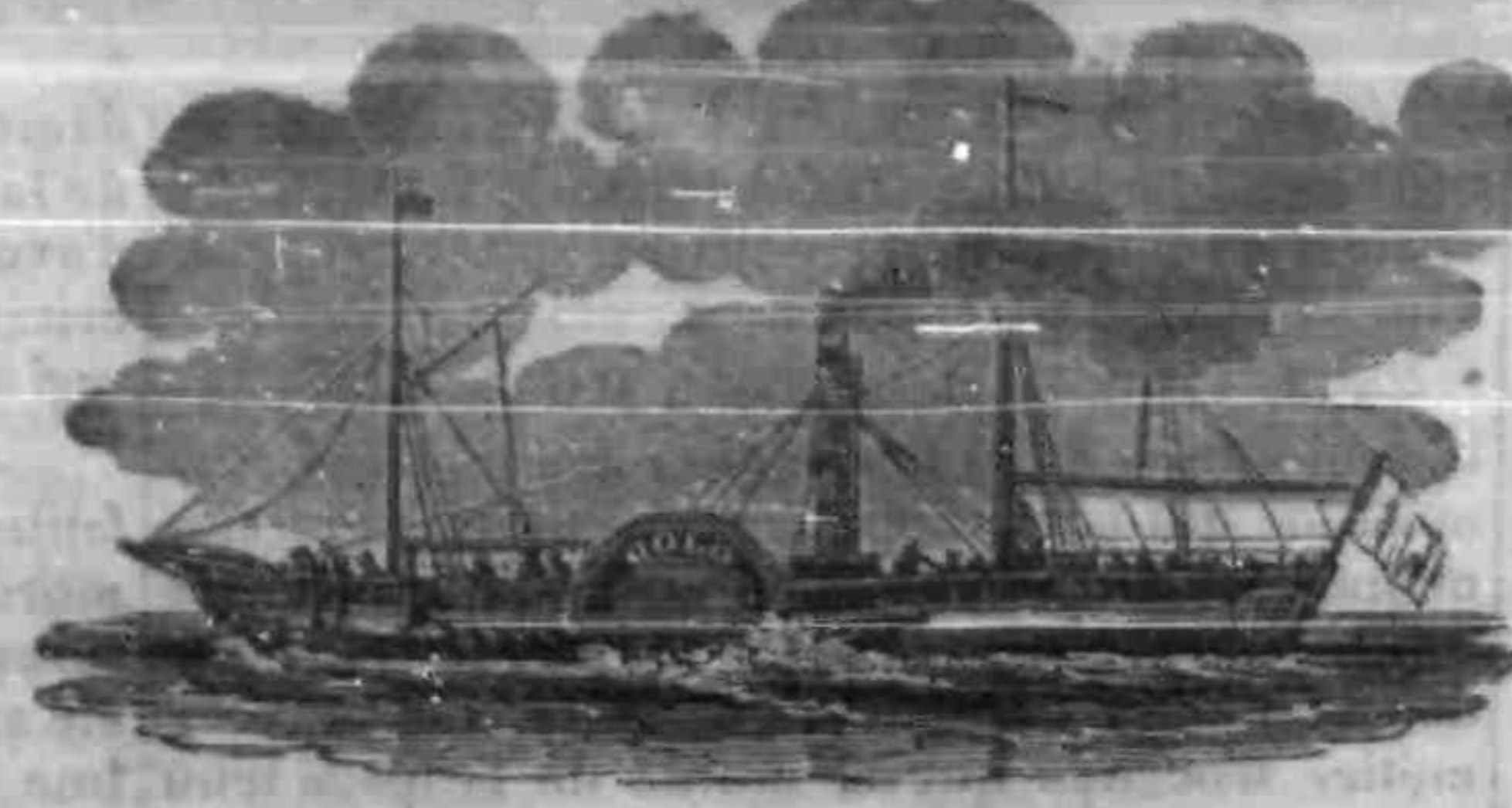
ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp<sup>de</sup> de LEPelletier Bonnois et C<sup>ie</sup>, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie correspondance de Pl. JUSTIN et C<sup>ie</sup> Place de la Bourse, N° 8; à la corresp<sup>de</sup> commerciale, de PROHIERE de LA BOUTILLON rue St. Honoré 297, ou l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



## L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

PRIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



### CORSE.

Quand nous avons lu dans le journal de la préfecture que la session du conseil-général avait été clôturée le 8 de ce mois, nous avons eu un moment soupçonné l'existence d'une erreur de date, car voici les termes de l'ordonnance royale du 20 juillet dernier: « La session des conseils-généraux s'ouvrira le 22 août prochain, et sera clôturée le 5 septembre dans tous les départements du royaume, à l'exception de celui de la Seine. »

Mais, comme plusieurs membres du conseil-général, qui, après avoir assisté à la séance du 5 étaient partis le 6 au matin d'Ajaccio en croyant tout terminé, nous attestent qu'ils n'avaient aucune connaissance du discours de M. le président au conseil-général, discours selon le JOURNAL LIBRE suivi d'unanimes marques d'approbation et couvert d'applaudissements, nous avons dû en conclure que la date était exacte et qu'une séance au moins avait été tenue postérieurement au jour de la clôture fixé par l'ordonnance royale.

N'en déplaise à M. le Préfet et aux membres présents du conseil-général, ils ont tous participé à une réunion illégale, nulle de plein droit et punie par la loi (1). Aux yeux de la loi après le 5 il n'y avait plus de conseil-général en session, et par conséquent plus de secrétaire, plus de président. Nous allons expliquer comment on s'est engagé dans une illégalité aussi flagrante.

Le conseil-général était au moment de terminer ses opérations lorsqu'un ami s'est levé et a dit: « Je propose des éloges et des remerciements à M. le Préfet de la Corse. » — Silence profond. Un autre ami a répliqué: « Personne ne s'y oppose?..... adopté! »

(1) ARTICLE 15. Toute délibération prise hors de la réunion légale du conseil-général, est nulle de droit.

Le préfet, par un arrêté pris en conseil de préfecture, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement, et transmet son arrêté au procureur général du ressort pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 258 du code pénal. En cas de condamnation, les membres condamnés sont exclus du conseil et inéligibles aux conseils de département et d'arrondissement, pendant les trois années qui suivront la condamnation.

(Loi du 22 juin 1833.)

C'est ainsi que le vote du conseil-général avait été obtenu. Mais on a fait ressortir ensuite, au moyen du procès-verbal, la sagesse éclairée de M. Jourdan (du Var), son dévouement aux intérêts de ce pays, et (nous transcrivons) interprète des habitants de la Corse on a renouvelé le vœu que la bienveillance du gouvernement conserve, le plus long-temps possible, ce magistrat à la tête de l'administration départementale.

Malheureusement on en avait, pour le moins, dit autant tous les ans de tous les Préfets qui se sont succédés en Corse, et depuis long-temps on n'y fait pas plus attention qu'à un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs qu'on délivre à tout le monde.

M. le Préfet craignait donc, avec raison, de ne pas atteindre le but qu'il s'était proposé. Il se trouve dans une position toute particulière. Depuis huit mois l'Insulaire français ne cesse d'articuler les faits les plus précis et les plus concluants contre son administration. M. le Préfet a constamment affecté de grands airs de mépris pour ne pas se justifier. Ce n'est pas que de temps à autre il ait épargné les épithètes dans son journal; il a fait souvent qualifier nos critiques d'absurdes et plates attaques, de diatribes hebdomadaires; mais il a eu garde de contester les faits qui tous étaient de notoriété publique. Or, des faits qui s'accumulent finissent par devenir accablants. Dans cet état de choses, Monsieur le Préfet a imaginé un expédient fort commode: c'est de les supposer calomnieux et de se faire féliciter pour n'y avoir pas répondu. Mais comment y parvenir dans le conseil-général sans opposition? Un seul membre pouvait tout gêner en observant qu'on venait de vérifier plusieurs faits articulés contre l'administration de M. le Préfet. Il y a remède à tout lorsqu'on a de l'habileté. On laisse partir, ou on oublie de prévenir ceux des membres sur lesquels on ne peut pas compter; puis on réunit extraordinairement le restant, et M. le président prononce son discours dans lequel on remarque le passage suivant:

« L'attachement qu'à toujours montré pour le pays le Magistrat s'agissant qu'éclairer qui de puis six ans dirige notre administration, doit encore porter la conviction d'un heureux avenir au fond de nos âmes. Nous lui devons déjà beaucoup de bienfaits, et nous pourrions compter sur son concours toutes les fois qu'il s'agira d'améliorer le sort du département confié à sa droiture, à ses lumières et à sa patriotique vigilance. »

« Je crois me rendre l'organe du conseil-général en félicitant M. le Préfet de la Corse, de ne pas être descendu dans l'arène, où l'on voudrait l'entraîner, et d'avoir attendu que le pays indigné répondit pour lui aux calomnies dont on n'a pas craint de le rendre l'objet. »

M. le président n'a pas, sans doute, entendu parler de la Revue de la Corse à la rédaction de laquelle, comme on sait, il n'était pas étranger; c'est donc l'Insulaire français qu'il a eu en vue. Pour toute réponse, nous lui dirons que des assertions injurieuses ne sont pas des démonstrations.

Au reste, notre polémique a été toujours basée sur des faits, et nous défions qui que ce soit d'en contester la vérité au grand jour. Mais c'est précisément pour éviter cette épreuve qu'on a eu recours à une illégalité des plus graves. Une illégalité ou une irrégularité de plus ou de moins, M. le Préfet n'y fait pas attention, lui qui reçoit en Jourdan (du Var), c'est-à-dire en tenue bourgeoise le serment des membres du conseil-général, et qui reste présent, lorsque ce conseil procède à l'épurement de ses comptes, quoique la loi le défende expressément.

Il est bon de prévenir que nous sommes en état de prouver ces nouveaux faits aussi bien que les faits que nous avons articulés dans notre précédent numéro sur la dernière session du conseil-général.

Le prince duc de Capoue et son épouse miss Pénélope sont partis pour Malte sur le bateau à vapeur le Napoléon jeudi dernier, 16 courant.

Une ordonnance de M. le garde-des-sceaux, en date du 4 août dernier, a nommé pour présider les assises du 4<sup>e</sup> trimestre 1836, M. Casabianca conseiller à la cour royale de Bastia, et pour former avec lui la cour d'assises MM. Viale, conseiller, et Gregori, conseiller auditeur.

Les assises s'ouvriront à Bastia le 21 novembre prochain.

Le conseil-général du département de Saône-et-Loire a voté une somme de 500 fr. pour contribuer à l'érection d'un monument que la ville d'Ajaccio consacre à la mémoire de Napoléon Bonaparte.

général du département de l'Orne a une somme de 300 fr. pour la souscription au monument à élever à la gloire de Napoléon.

Le conseil-général du département de Puy-de-Dôme a souscrit pour 1,000 fr. au monument qui s'élève à Ajaccio à la mémoire de Napoléon.

La 40<sup>e</sup> édition de *l'Almanach du Commerce de Paris, des départements de la France, et des principales villes du monde* va être mise sous presse.

Les personnes à qui il a été demandé des renseignements, ou qui auraient quelques modifications, notes ou additions à y faire faire ou insérer, sont priées de les adresser, sans perdre de temps, à S<sup>r</sup>. BOTTIN, éditeur, rue J.-J. Rousseau, n. 20, à Paris.

M. le Préfet de la Seine appréciant les services qu'à déjà rendus et que doit rendre encore à l'instruction la Société des Dictionnaires par la publication d'ouvrages bons et utiles, vient d'autoriser cette Société à tenir une séance annuelle dans la salle St-Jean, à l'hôtel-de-ville de Paris. Dans cette séance, il sera rendu compte aux membres de la Société de la direction littéraire donnée aux publications faites dans le cours de l'année, et l'on discutera l'opportunité des nouveaux ouvrages à éditer. La Société des Dictionnaires a existé à diverses époques de notre littérature dont elle a toujours suivi les développements. Sa renaissance a été accueillie partout avec grande faveur. Cette belle fondation ne peu qu'honorer tous ceux qui y auront contribué, et sera certes couronnée du plus grand succès.

#### COLONIE D'AFRIQUE.

##### EXPÉDITION DE CONSTANTINE.

On est généralement persuadé à Alger et à Bone que le maréchal Clausel est muni de pleins pouvoirs soit pour signer un traité avec Achmet, bey de Constantine, soit pour diriger une expédition contre la capitale de ce beylick. Nos correspondants assurent que les préparatifs de cette campagne s'opèrent activement depuis l'arrivée de M. le gouverneur-général. Ce qui donne une sorte d'authenticité à ces projets d'expédition, c'est que l'armée d'occupation va être portée à un effectif de 30,000 hommes. Le gouvernement paraît avoir enfin compris qu'il y avait économie à occuper sérieusement la colonie.

(Sémaphore)

#### PARIS.

On lit dans le *Sémaphore* :

M. Thiers, ex-président du conseil des ministres, se rendant de Paris à Toulon, avec sa famille, a passé hier, 13 septembre, à Roquevaire, à cinq heures après-midi; deux berlines à trois chevaux composaient sa suite.

— On lit dans le même journal :

M. Thiers est arrivé le 14, à 11 heures du soir, à l'hôtel de la Croix-d'Or, à Toulon. Il voyage avec sa femme et doit se rendre en Italie. Il a déjeuné le 15 chez M. l'Amiral Préfet, et après quelques courses en ville et dans nos établissements il s'est embarqué sur le bateau à vapeur le

*Sphinx*, qui le transporte à Naples. M. Thiers est très content de s'être débarrassé du fardeau des affaires publiques et de pouvoir aller se reposer dans la belle Italie.

— On vient de découvrir à Manchester, pour l'amélioration de la fabrication des soieries, une machine qui porterait un grand préjudice à nos manufactures de Lyon. Au moyen d'une machine à vapeur une petite fille fait en un jour plus que deux hommes ne peuvent en faire. Ce nouveau métier n'occupe que la moitié de l'espace tenu par l'autre, dont l'appareil des trébuchets est supprimé et remplacé par un bandoir qui agit avec une plus grande précision.

— On lit dans le *Mémorial Bordelais* :

Rodil est arrivé à l'armée du Nord. Il était le 4 à Salvatierra d'Alava. On croit qu'il veut tenter un coup décisif, il n'est pas en effet dans ses habitudes de temporiser; son caractère le pousse à engager sérieusement la partie sans attendre ni tâtonner. Par prévoyance de cette attaque, les carlistes se concentrent au quartier-général. Il paraît que les chrétiens ne veulent pas échanger les soldats faits prisonniers, avant de leur avoir fait jurer la constitution; le traité d'Ello, risque donc fort d'être considéré par les constitutionnels comme non avenu.

— Nous avons aujourd'hui des nouvelles de Madrid, du 4 septembre :

La *Gazette de Madrid* contient une série de décrets royaux; l'un de ces décrets remet en vigueur le décret des cortès du 17 avril 1812, qui établissent des peines à infliger contre ceux qui conspirent contre la constitution de la monarchie et contre ceux qui prétendraient usurper et renverser le trône de la reine Isabelle. On suivra également les décrets des cortès sur les attributions de tribunaux, sur la procédure criminelle, sur l'arrestation et l'emprisonnement des citoyens, etc.

— M. Sébastiani retournera à Londres dans les premiers jours d'octobre; de son côté lord Granville est attendu à Paris vers la fin de septembre.

— Le *Moniteur* publie les ordonnances contresignées par M. Gasparin, qui nomment M. Gabriel Delessert, préfet de police, en remplacement de M. Gisquet, dont la démission est acceptée, et M. Charles de Remusat, sous secrétaire d'état au département de l'intérieur, en remplacement de M. de Gasparin, nommé ministre secrétaire d'état au même département.

— M. Istouritz est arrivé à Falmouth, par le paquebot *l'Opossum*, venant de Lisbonne. Il n'a échappé aux patriotes de Madrid, que grâce au plus secret incognito sous le nom de Louis-Philippe Lambord. La facilité avec laquelle il parle français l'a aidé à tromper la surveillance. Il est arrivé à Lisbonne le 26; il s'est rendu sur le champ à Cintra, où il s'est embarqué le 28, pour l'Angleterre. Il est arrivé à Londres le 8 septembre.

— D'après des nouvelles récentes d'Odessa, l'empereur Nicolas est attendu dans cette ville où il doit passer une année avec toute sa cour.

270,000 hommes se réunissent en Bessarabie, à Odessa et en Crimée, et le maréchal Wit doit en prendre le commandement. La flotte russe, forte de 127 voiles, dont 17 vaisseaux, est prête à parcourir la Mer-Noire.

— Des nouvelles arrivées à New-York, de Manchester, annoncent que Para a été repris sur les Indiens par les troupes brésiliennes. Les Indiens ont été en possession de cette ville pendant un an.

— La cour d'assises de la Vienne vient de con-

damner à la réclusion et à l'exposition le greffier de la justice de paix de Civray, comme coupable d'avoir changé les dates de plusieurs actes pour éviter les amendes et doubles droits, faute d'enregistrement dans les délais.

— Une femme est morte de la rage dans un faubourg de Lyon, trois mois après avoir été mordue par un chien. Trois autres femmes qui furent mordues en même temps qu'elle n'ont pas été atteintes de cette horrible maladie; on l'attribue à la prompte cautérisation qu'elles firent opérer sur leurs plaies. La malheureuse qui vint de succomber avait négligé cette précaution, et avait même commis l'imprudence de sucer la blessure que l'animal lui avait faite à la main.

— Madame la comtesse de Lipano, sœur de Napoléon et veuve de Murat, vient d'obtenir la permission de venir passer trois mois dans la capitale, pour y suivre un procès qu'elle soutient contre un ancien intendant de son mari. Il s'agit d'une réclamation de deux ou trois millions. Ce n'est qu'une simple permission et non l'autorisation de fixer sa demeure en France.

— On lit dans le *Journal des Débats* :

M. de Bellevue, premier secrétaire de la légation française en Suisse, est arrivé ce matin à Paris. Il pourra donner au nouveau ministère des renseignements bien positifs sur l'attitude prise par la Confédération helvétique à l'égard des réfugiés, et sur la probabilité d'exécution du *conclusum* de la Diète. Si nous sommes bien informés, ces renseignements seront de nature à faire sur le cabinet une vive impression. Le représentant de la France à Berne y est depuis trop longtemps l'objet d'attaques indécentes qu'elle ne doit pas souffrir, que la presse française ne s'est jamais permises envers les ministres étrangers, et auxquelles le gouvernement doit enfin songer à mettre un terme, sous peines de compromettre lui-même en Suisse sa propre considération.

— On a vu ces jours derniers, à Londres, un élégant personnage, richement vêtu et chargé de brillants aux doigts, ayant des chaînes et des cachets d'or du plus grand prix, suspendus à son gilet, entrer dans un des premiers restaurants du *West-End*, s'y commander un dîner somptueux; rien n'y manquait : gibier, poisson, vins et fruits recherchés, et les garçons étaient enchantés de voir disparaître tant de bonnes choses dont le débit leur assurait un bon profit. A peine une seconde bouteille de Champagne avait-elle été bue qu'on vit entrer dans le salon un officier de paix, accompagné d'un garde de police, et demandant au gastronome s'il ne se nommait pas Thompson. Sur sa réponse affirmative les officiers firent immédiatement avancer une voiture de place, et les domestiques du restaurateur entendirent donner l'ordre au cocher de se rendre *Brown-Street* (la police). Ils furent eux-mêmes invités à s'y transporter immédiatement pour y recevoir le montant de la dépense que M. Thompson pouvait avoir faite; mais lorsque l'on se présenta à la police avec la carte à payer, on s'aperçut trop tard de la mystification : l'homme de police et ses complices appartenaient sans doute à une même association de filous comme il y en a tant à Londres.

— Encore un accident qu'il est utile de signaler aux chasseurs. M. Rey-Thorins, rue Hauteville, 20, vient de succomber à Saint-Quentin, par suite d'un coup de fusil qu'il a reçu dans la poitrine en voulant mettre son fusil dans le fourreau. Les effets de la poudre fulminante sont tellement capricieux, qu'il est toujours important d'enlever les capsules quand on rentre de la chasse.

— En même temps que nous apprenions que

S. M. l'empereur Nicolas levait en réalité deux cent mille hommes pour compléter les cadres de ses régiments en Europe et en Asie, on annonçait qu'un emprunt de 400 millions était négocié en Hollande sur dépôt de valeurs métalliques russes telles que cuivre, fer, platine et or. D'un autre côté plus de 250 millions reviendront au trésor russe de la contribution levée sur les seigneurs russes par suite de la levée générale que le czar vient de décréter. Contre qui se font ces énormes préparatifs ?

— On disait que M. de Caux, ancien collègue de M. de Martignac, sera nommé ministre de la guerre. Le choix de cet habile administrateur serait agréable à la chambre.

— L'ambassadeur nommé près de la reine Christine est, assure-t-on, M. le duc de Coigny, beau-frère de M. Sébastiani.

— M. Martin (du Nord) a accepté le ministère du commerce et des travaux publics. Rien n'est encore décidé pour le ministère de la guerre; une tentative faite auprès d'un ancien ministre qui, sous la restauration, a déjà eu entre les mains le portefeuille de ce département, ne paraît pas avoir réussi.

M. Molé est à peu près rétabli de son indisposition. On pense qu'il pourra s'installer à l'hôtel des affaires étrangères.

— On fait courir le bruit dans les salons diplomatiques que l'empereur Nicolas s'est décidé à des mesures de conciliation vis-à-vis de la Pologne, et que dans peu il doit se rendre à Varsovie pour reconquérir l'amour de ses sujets des bords de la Vistule. Le grand-duc Michel serait, dit-on, nommé vice-roi de Pologne, et résiderait à Varsovie; les sequestres seraient levés, et les Polonais dont les biens ont été confisqués recevraient même une indemnité.

— Des lettres de Saint-Petersbourg disent que l'empereur Nicolas est en grand froid avec les ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche. Il n'y a guère, ajoute le correspondant, que les envoyés de Prusse et de Hollande, et le chargé d'affaires du duc de Saxe-Weimar qui soient accueillis avec faveur à la cour. Le correspondant oublie sans doute M. de Barante, ambassadeur du gouvernement français, et M. Loeve-Weimar, ambassadeur du *Journal des Débats*.

(La Presse.)

— M. O'Connell vient d'être élu gouverneur de la banque nationale d'Irlande.

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

##### ESPAGNE.

##### Ordonnances royales.

S. M. convaincue de la nécessité d'organiser, dans les plus larges proportions possibles, la garde nationale, et de la mettre en harmonie avec les devoirs intéressants de cette institution, cette mesure était même plus hautement que jamais réclamée par la surcharge de service imposée à ces corps militaires, à raison de la sortie des troupes de la garnison, a ordonné l'organisation immédiate des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> bataillons de cette milice. Je vous en fait part pour que vous ayez à vous conformer à la volonté de S. M. Dieu vous garde.

Madrid, 30 août 1836.

Signé GUADRA.

— Le commandant militaire de Corvera annonce, à la date du 26 août, que quatre-vingt à quatre-vingt-dix gardes nationaux ont battu l'arrière-garde de Basilio et lui ont fait des prisonniers.

— Le commandant-général de la première brigade d'avant-garde de l'armée du Nord a empêché Basilio de se jeter dans la province de Guadalupe. Les factieux ont été poursuivis avec tant de vigueur, que les jeunes gens que Basilio avaient enrôlés de vive force, ont pu regagner leurs foyers.

— Le général Constanon est nommé capitaine-général de Majorque. D. A. Alvarez remplace le général Manso, comme capitaine-général.

— Conformément au décret royal du 25 août dernier, la députation provinciale a procédé à la nomination des personnes qui doivent former, concurremment avec elle, la commission d'armement et de défense de la province. Ont été nommés MM. D. Arguelles, D. Martin de los Heros, D. V. Ortigosa, D. S. Olazaga, D. M. Calderon de la Barca et D. J. Muguira et Iribaren.

La commission a été installée dans le local de la députation.

— La *Gazette extraordinaire* du 2 septembre, contient le bulletin officiel suivant :

Excellence : hier je vous ai annoncé mon départ d'Atienza et les mouvements de l'ennemi depuis le 27 : j'ignorais alors ce qui était arrivé à la colonne du brigadier Lopez, mais aussitôt que je fus instruit de l'événement, je me portai rapidement sur les lieux. Gomez, averti du mouvement, se retira en toute hâte sur Brihuega avec les blessés qu'il put enlever. J'ai recommandé les autres aux soins des magistrats et j'ai ordonné leur translation à Digenza. Ce matin à quatre heures, je sortis de Bujalaro pour marcher contre Gomez qui avait donné l'ordre aux magistrats de Brihuega de lui amener les blessés. A neuf heures, mes chasseurs attaquèrent les bandes de Gomez, je lui poursuivis toute la journée. J'ai repris deux pièces d'artillerie qui avaient été enlevées à Lopez. Plusieurs prisonniers que Gomez envenimait avec lui ont été délivrés. Gomez s'est dirigé en toute hâte vers les bords de Cardendo et Bielices. Il paraît qu'il veut se rendre à Molmo; demain je continuerai à le poursuivre jusqu'à ce que je l'aie exterminé. Dieu vous garde.

Cifuentes, 31 août 1836.

Signé ISIDIO ALAIX

Au ministre de la guerre.

P. S. Je n'ai pu utiliser les deux pièces de canon repris à Gomez, je crois qu'il conviendrait de donner l'ordre de les transférer dans un lieu sûr.

— Bayonne, 9 septembre :

Le général Rodil, qu'on attend avec tant d'impatience, ne paraît pas devoir venir de sitôt à l'armée; il est retenu à Madrid par l'apparition aux environs de la capitale de bandes qu'on dit être l'avant-garde de Quilez, de Serrador et de Cabrera, et par les marches et contre-marches de Gomez, toujours battu, disent les bulletins, et qu'on attend en même temps à Ségovie, à Guadalupe et vers Cuenza. La garde nationale de Madrid, appelée aux armes dans ces moments critiques, fait la sourde oreille; mais en revanche les journaux dénoncent les généraux traîtres, et demandent leur mise en jugement, tandis que les héros de la Puerta del Sol et du Café font des visites domiciliaires pour découvrir la retraite des anciens ministres, qui heureusement ont pu mettre leurs personnes en sûreté.

L'expédition du général Oraa sur Salvatierra s'est bornée à faire prêter serment à la constitution dans le bourg de Zalduendo, après quoi il s'est retourné tranquillement à Vittoria. Le général Oraa se trouve investi, par intérim, du commandement en chef de l'armée, le général Espartero étant tombé dangereusement malade, et en attendant l'armée de Rodil.

Le général Cordova est toujours à Bayonne;

on y attend aujourd'hui les généraux Espeleta et baron de Meer. Le général Zarco del Valle est à Bordeaux. Basilio Garcia est entré à Estella avec toutes ses troupes et tout son butin. On avait dit que le général Lebeas s'était emparé de cette ville; il paraît qu'il n'a pas bougé de Puente la Reyna.

— Le général Mondez Vigo qui a commandé l'armée du nord pendant huit jours, et qui est connu en Espagne et à l'étranger par ses opinions exaltées, a été exilé à Badajoz. Cet acte arbitraire a vivement irrité ses partisans qui veulent organiser une émeute pour l'empêcher de partir. Le général Manso a été destitué.

— Les vrais patriotes considèrent comme insuffisantes les mesures du gouvernement qui ont pour objet une nouvelle levée d'hommes et un emprunt forcé; ils ne seront contents que lorsqu'ils verront le ministère se placer franchement à la tête de la révolution. L'esprit de l'armée est bon; les soldats ne refusent pas de se battre; les officiers brûlent d'en venir aux mains avec les factieux; mais les chefs *conspirent*; on est décidé à se servir contre eux. Le général Manso s'est rendu suspect par l'inaction où il est resté pendant que Gomez battait à Jadraque le brigadier Lopez. Il est probable qu'il sera mis en accusation. Les juntes sont dissoutes; mais elle se reconstitueront par l'ordre du gouvernement, dans l'unique but d'activer l'armement des provinces; le gouvernement sait bien qu'on peut obtenir par l'intermédiaire de ces juntes les moyens d'action qui sont indispensables; mais le vrai général est que le ministère se montre fidèle à sa mission et qu'il accepte enfin les conséquences du mouvement.

#### AVIS DIVERS.

## LA VOGUE,

JOURNAL LITTÉRAIRE, SCIENTIFIQUE,

ARTISTIQUE ET INDUSTRIEL.

Chaque jour la presse française agrandit son domaine et fait un pas en avant. Chaque jour une pensée, un progrès, se matérialisent par elle et puisent dans les feuilles d'un journal les moyens de se développer.

Hier, il manquait encore à cette presse l'un de ses plus puissants organes : — un journal dont la spécialité fût de fixer le bon goût; de rechercher et de proposer les belles et bonnes inventions; de recueillir parmi les innombrables événements qui chaque jour occupent le monde, celui qui mérite le plus d'attirer l'attention; de reproduire enfin tout ce qui doit fixer la Voie, si tant est qu'on puisse fixer l'inconstance.

Aujourd'hui cette lacune est comblée. Notre journal, qui prend l'engagement sérieux de ne s'occuper que des choses belles, utiles et modernes surtout, a réuni des son apparition les moyens les plus sûrs pour arriver à l'accomplissement de cette brillante tâche.

A peine mise au jour, toute invention nouvelle sera reproduite dans nos colonnes avec la plus scrupuleuse exactitude par des dessins et des gravures dus au talent de nos plus habiles artistes. Chaque objet reproduit sera suivi d'un article explicatif dont la rédaction sera confiée à des hommes spéciaux.

Grace à cette méthode, toutes les branches de l'industrie, des sciences et des arts seront présentées au lecteur sous un double point de vue,

soumises à un double scalpel. La reproduction de l'objet facilitera l'intelligence du texte, le texte fera ressortir le travail du burin. Risquons enfin une expression qui rende mieux la pensée : La Vogue fera l'anatomie des progrès de l'industrie, et ses feuilles en seront le plus beau des panoramas.

Toutefois la pensée qui a présidé à cette création ne devait pas être restreinte à des limites si étroites. Pour que notre œuvre fût complète, ce n'était pas assez d'étudier l'industrie, de classer ses produits, d'exciter parmi les inventeurs une louable émulation et un noble désir de publicité, il fallait encore donner au journal un intérêt qui, pour être moins matériel, ne laissât pas d'être aussi puissant. Il est une autre chose qui donne la vie et la fécondité à l'industrie : une classe qui, par son choix et ses faveurs, fait le succès et la richesse des ateliers et des manufactures : ce sont les consommateurs, les gens du monde ; à eux aussi s'adresse La Vogue.

Dans sa première partie, ils apprendront le nom des hommes qui travaillent à augmenter leur bien-être, ils connaîtront par avance les objets qui s'écouleront chaque jour dans les magasins.

La seconde partie leur offrira les nouvelles littéraires les plus importantes, un feuilleton suivi et étudié des pièces jouées récemment sur les théâtres de la capitale, une critique raisonnée, mais simple, des publications littéraires et scientifiques, un choix des anecdotes les plus piquantes qui circulent chaque jour dans la ville et dans les salons, les cours de la Bourse, les mercuriales des principaux marchés.

Les annonces commerciales doivent nécessairement entrer dans la composition d'un journal tel que La Vogue, elles en sont le complément, et l'administration leur a ouvert ses colonnes, moyennant le prix le plus minime, en égard à sa brillante exécution.

Il ne nous reste plus qu'à faire un appel à messieurs les brevetés qui tous sont intéressés à donner à leurs idées la plus grande publicité, et auxquels sous ce rapport, La Vogue présente par spécialité des avantages incontestables.

Les administrateurs reçoivent toujours avec plaisir leurs communications, et se feront un devoir de seconder les efforts des fabricants qui tendent à perfectionner les produits de l'industrie française.

Le journal rendra un compte exact de la jurisprudence en matière de brevet d'invention.

Le premier numéro qui paraîtra le jeudi dix-huit août sera orné d'une vignette et d'un titre dessinés et gravés avec soin.

Il contiendra en outre la reproduction d'une invention nouvelle, et une gravure de modes représentant une nouvelle forme d'habit.

La partie littéraire sera rédigée avec autant de soin que la partie industrielle.

La Vogue paraîtra les jeudi et dimanche de chaque semaine. Six dessins et deux gravures de modes par mois. Annonces, 1 fr. 25 c. la ligne.

Abonnements pour Paris : trois mois 12 fr., six mois 24 fr., un an 48 fr.; pour les provinces : trois mois 13 fr., six mois 26 fr., un an 52 francs. Deux francs en sus par trimestre pour l'étranger.

Les bureaux de l'administration sont établis à Paris, rue du Petit Carreau, 7.

Les paquets et lettres non affranchis seront refusés.

## DES DOULEURS

Rhumatisme, gouttes, nerveuses, et les maladies de la circulation lymphatique.

## DES VISCÉRALGIES,

AFFECTIONS NERVEUSES DES VISCÈRES, Confondues avec les phlegmasies chroniques et les maladies organiques. — Diachirismes de médicaments simples, etc.

Par G.-J.-B. COMET, docteur et professeur en médecine, Chevalier de la Légion-d'Honneur. Brochure de plus de cent pages in-8, prix : 2 fr. 50 c.

## GUÉRISON OBTENUES.

Par la méthode curative externe, DU DOCTEUR COMET,

Série d'Observations et Pièces justificatives, Brochure in-8°; prix : 1 fr. 50 c.

Chez l'auteur, rue Neuve-des-Bons-Enfants, n° 17, à Paris.

## OPERE VENDIBILI

Presso i FRATELLI FADIANI Tipografi Librai in Bastia.

ALBERTI, Dizionario italiano francese e francese italiano 2 vol. in 4° grande fr. 22. 50.

MANZONI, i Promessi Sposi, Storia Milanese del secolo XVII, 3 vol. in 12° 5. 25.

PASINI, Vocabolario italiano latino ad uso delle scuole 2 vol. in 4° 11.

PELLICO, Le mie Prigioni 1. 50.

TASSO, Gerusalemme Liberata 2 vol. in 16° 5.

METASTASIO, Opere 14 vol. fig. 22.

SOAVE, Doveri dell'uomo in 12° 50.

ALBUM, Racconti, Novelle, Fatti storici, Fantasia, Avventure e scene di costumi di Bertolotti, Canto etc. 1 vol. in 12° 3. 50.

AMARILLI ETRUSCA, Poesie estemporanee 3 vol in 8° grande. 10.

CICERONE M. T. Lettere, tradotte da Antonio Cesari con note 10 vol in 8° grande 65.

VIVIANI A. Saggi Poetici 3 vol. in 8° 12.

PAPI LAZZARO, Alcune traduzioni e rime col ritratto dell'autore in 8° 3. 50.

COMPAGNONI, Storia di Casa d'Austria, 4 vol. in 18° 6.

RONCAGLIA, Universa moralis, Theologia ad usum confessoriorum, 10 vol. in 8° 35.

RENUCCI F. O. Storia di Corsica, 2 vol in 8° con 4 ritratti 8.

LUCCHESINI, Opere, 22 vol. in 18° 38.

VIRGILIO ENEIDE, Traduzione del Beverini, 2 vol in 12° 5.

PELLEGRINI, Panegirici, 1 vol. in 12° 1. 50.

BILLOT, Discorsi per le Domeniche, 5 vol. in 12° 9.

LUZERNE, Spiegazioni evangeliche, 6 vol. in 12° 13. 50.

ROTA, Annuale omeletico, 6 vol. in 8° 18.

SEGNERI, Quaresimale, 4 vol. in 12° 10.

BRANCA, Spiegazione del Vangelo, 4 vol in 8° 11. 50.

ANTOINE, Theologia moralis 4 vol. in 12° 8. 50.

SCARPAZZA, Teologia morale 9 vol. in 8° 22. 50.

BAILLY, Teologia Dogmatica et Moralis, 8 vol. in 12° 16.

CARLOTTI, Tre Novelle Morali, tratte dalla Storia patria, colla giunta di alcune poesie contadinesche in dialetto corso 1. 50.

BLANCHARD, Tesoro de' fanciulli in 12° 1. 25.

Institutionum Philosophicarum, detta la Filosofia di Lyon, 3 vol. in 12° 4. 50.

## Maladies Secrètes.

TRAITEMENT du D<sup>r</sup> G. ALBERT,

Médecin de la Faculté de Paris et maître en pharmacie, ex-pharmacien des hôpitaux de la ville de Paris, professeur de médecine et de botanique, auteur de deux ouvrages de médecine et de la nouvelle classification des maladies secrètes, breveté du gouvernement pour la méthode du VIN DE SALSEPARILLE et du VIN D'ARMÉNIE.

à Paris, rue Montorgueil, n° 21. Les guérisons nombreuses et authentiques obtenues à l'aide de ce traitement sur une foule de malades abandonnés comme incurables, sont des preuves non équivoques de sa supériorité incontestable sur tous les moyens employés jusqu'à ce jour.

Ce traitement est peu dispendieux, facile à suivre en secret et sans aucun dérangement. Il consiste dans l'usage des Bois d'Arménie pour les simples écoulements (gonorrhée, etc.), et dans l'emploi du Vin de Salseparille pour tous les autres accidents. (Voir l'Instruction du Docteur ALBERT, sur la manière de SE TRAITER SOI-MÊME, qui se distribue gratuitement chez tous les dépositaires.)

Le VIN de SALSEPARILLE et les BOIS d'ARMÉNIE du Docteur ALBERT sont AUTORISÉS par brevets et ordonnances royales rendues les 1<sup>er</sup> novembre 1833 et 3 novembre 1834.

A BASTIA, chez M. POMONTI, pharmacien.

AVIS AUX INCURABLES.

Le Docteur ALBERT continue à délivrer gratuitement la Fi de Salseparille ou les Bois d'Arménie nécessaires à la guérison de toute les maladies secrètes (gonorrhée, etc.) qui lui sont adressées de Paris et des lieux lointains, avec la recommandation des médecins d'illustres, des journaux médicaux et des journaux de médecine.

Par arrêté du 23 février 1835, le Vin de Salseparille du Docteur ALBERT est exempt de droits.

Consultations gratuites par correspondance en français, anglais, espagnol, italien, allemand et portugais. (Affranchir.)

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 14 au 21 septembre.

FOCE-DE-GOLO, tartane Vierge-des-Carmes, c. Guaitella, avec haricot.

FOCE-DE-GOLO, brick-goelette Printemps, cap. Cambiaggio, avec haricots.

FAVONE, tartane Saint-Antoine, cap. Stretti, avec bois.

FIGARETO, bombarde Fortune, capit. Sisco, avec bois.

TOULON, bateau à vapeur Liamone, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

MARSEILLE, brick grec l'Aspasie, capit. Pandeli, destiné pour Athènes.

## DÉPARTS

Du 14 au 21 septembre.

Pr. TOULON, bateau à vapeur le Liamone, c. Valzi, avec dépêches et passagers.

MALTE, bateau à vapeur Napoleon, c. Lota.

LIVOURNE, mistick Conception, capit. Battolini, avec lupins.

LIVOURNE, mistick Conception, capit. Sisco, avec lupins.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AL BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office central de L'ÉCLAIRAGE GÉNÉRAL

et C<sup>ie</sup>, rue N. Dame des vicieuses N° 18.

A l'Agence de correspondance de M. JOURNÉ

et C<sup>ie</sup> Place de la Bourse, N° 8; à la correspondance commerciale de PONSARD DE LA

BOULEVARD des Capucines 277, ou l'on reçoit les numéros pour l'étranger.



# C' Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

## CORSE.

On se rappelle que le journal de la préfecture avait annoncé dans son numéro du 10 de ce mois, que la session du conseil général avait été close le 8. Il rapportait en même temps un discours prononcé par M. le président en faveur de M. le Préfet.

Nous avons immédiatement articulé des faits desquels il résultait que ce discours n'avait pu être prononcé que postérieurement au jour de la clôture, fixé par l'ordonnance royale, et nous avons démontré qu'une réunion du conseil général postérieure au 5 de ce mois était illégale, et que M. le Préfet, en la tolérant, avait essentiellement méconnu ses devoirs.

M. le Préfet qui a senti toute la portée de nos observations a cru pouvoir s'en tirer en faisant semblant de rectifier une simple erreur de date, sans se douter, peut-être, que pour éviter une illégalité on tombait dans une falsification.

Voici de quelle manière il a cru devoir s'y prendre dans son journal du 24 :

• Nous croyons devoir rectifier une erreur qui s'est glissée dans notre avant-dernier numéro. C'est le 5, et non le 8, que la session du conseil général a été close. C'est le 5 que le discours de M. le président, suivi d'unanimes marques d'approbation et couvert d'applaudissements, a été prononcé en présence de tous les membres du conseil.

Ainsi, c'est bien positif, le journal de la préfecture affirme, que c'est le 5 que le discours de M. le président, suivi d'unanimes marques d'approbation et couvert d'applaudissements, a été prononcé en présence de TOUS les membres du conseil!!

Nous ne voudrions pas garantir, que M. le Préfet n'ait encore recours à quelque *erratum* pour désavouer cette assertion. Mais nous disons qu'elle contient un fait matériellement faux ;

Nous disons qu'il est faux que M. le Président ait prononcé son discours dans la séance du 5, ni dans aucune des séances précédentes ; et nous disons, au contraire, qu'il ne l'a prononcé que postérieurement au 5, après qu'une grande partie des membres du Conseil général avait quitté le chef-lieu.

Pour savoir qui d'entre nous dit la vérité, M. le Préfet devrait nous traduire pardevant la Cour d'assises ; mais il n'aura garde. Pour l'y forcer, nous le prévenons que nous allons adresser directement des exemplaires de notre feuille, à M. le Ministre de l'Intérieur, et à M. le Garde des Sceaux, et, dans ce dessein, nous ajoutons ce qui suit :

A l'heure qu'il est les ministres du Roi doivent avoir entre leurs mains le procès-verbal de la session du conseil général de la Corse. Eh bien, si, comme nous le présumons, ce document constate que la session a été close le 5, et que le discours de M. le président a été prononcé le même jour, NOUS L'ARGUONS DE FAUX, quel que soit le nombre de signatures dont on ait eu l'adresse de le revêtir.

## ÉTABLISSEMENT DES VOITURES PUBLIQUES ENTRE BASTIA ET AJACCIO.

Malgré toutes les sinistres prévisions l'entreprise des diligences fonctionne depuis bientôt un an. L'entrepreneur a tenu ferme, et ses voitures à neuf places ont parcouru, jusqu'à deux fois par semaine, la route d'Ajaccio à Bastia. Tout porte à croire que ses efforts seront couronnés d'un bon succès. En attendant, il vient de prendre toutes les dispositions pour commencer, conjointement au service des diligences, un service de malles-postes qui doivent se croiser tous les jours, et parcourir la route en 24 heures.

Nous faisons des vœux pour cette nouvelle entreprise comme pour la première, et nous applaudissons, sans que cela tire à conséquence,

au vote du conseil général qui vient d'accorder à l'entreprise Pieraggi un encouragement de 4,000 fr. sur le budget de 1837.

Ce n'est pas sans motifs que nous employons une formule restrictive. En thèse générale nous n'avons pas une grande foi à l'efficacité des encouragements. A notre avis, si l'industrie qu'on se propose d'exploiter n'est pas née viable, les secours qu'on puise dans le budget départemental ne la feront pas prospérer pour long-temps.

Mais nous reconnaissons qu'il fallait indemniser cet entrepreneur des pertes qu'il venait d'essuyer. C'était à bonne fin, sans doute, qu'on l'avait engagé dans cette entreprise, et qu'on lui avait promis aide et protection pour en applanir les difficultés ; cependant l'établissement des diligences, vû l'état réel de la route royale, il y a un an, était prématuré : aussi l'entrepreneur a été exposé à voir ses chevaux éreignés, ses voitures en retard arriver fort endommagées, et quelque fois il lui est arrivé de les voir rester en route après avoir cassé leur essieu sur le pavé de ces terribles cassis construits de manière à briser toute voiture chargée qui les traverse.

Ainsi, tout en approuvant l'allocation faite en sa faveur, nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter : que le véritable encouragement à donner à son entreprise, le seul efficace et propre à en assurer le succès, consiste dans l'amélioration de la route royale elle-même.

Notre impartialité nous fait un devoir de rendre justice à l'administration des ponts-et-chaussées. Dans ces derniers temps elle a considérablement amélioré la route d'Ajaccio à Bastia. Les écharpes en ont presque entièrement disparu ; un grand nombre de cassis a été remplacé par des aqueducs ; des pentes trop sensibles ont été adoucies ; d'autres plus rapides vont être évitées en rectifiant le tracé de la route qui, il faut l'avouer, dans plusieurs endroits laisse beaucoup à désirer : et sur ce point qu'il nous soit permis de faire une remarque.



Certes, nous n'avons pas la prétention d'en remontrer aux ingénieurs en fait de routes; à eux toute question de priorité dans les travaux à exécuter; ils savent mieux que personne qu'elles sont les réparations les plus urgentes, quelles sont les améliorations les plus utiles; mais nous devons leur soumettre une observation que tout le monde se fait, savoir, qu'on aurait dû commencer les rectifications de la route royale sur les points où elle est le plus fréquentée, et qu'à ce titre, la pente considérable qui existe aux portes de la ville de Bastia aurait dû depuis long-temps fixer toute leur attention. — Au reste, connaissant tout l'intérêt que nos concitoyens attachent à l'embellissement des voitures publiques, nous sommes heureux de pouvoir leur annoncer que l'entrepreneur n'a rien négligé pour en assurer le service: des relais nombreux, de bon chevaux, des voitures légères et commodes, tout est prêt de sa part, et nous ajoutons que dès que la route royale se trouvera dans un parfait état d'entretien cette entreprise ne peut manquer de prospérer sans avoir besoin de secours ultérieurs de la part du budget départemental.

Des lettres de Livourne, reçues ce matin, annoncent qu'il n'existe, dans cette ville, aucun symptôme de Choléra. Cette nouvelle doit calmer les inquiétudes du commerce de notre ville.

M. Nicolini (François-Marie), de Bastia, vient d'être nommé aspirant de marine de 2<sup>e</sup> classe.

Dans la nuit du 20 courant le feu s'est manifesté dans un magasin de charcuterie de la rue des Jésuites appartenant au nommé François Saladin. Les prompts secours apportés par les voisins et par la brigade de gendarmerie, accourue sur les lieux, ont arrêté les progrès de l'incendie; malgré la promptitude de ces secours les flammes avaient déjà consommé ou détérioré la plus grande partie de ce que contenait le magasin et qui formait toute la fortune de ce malheureux père d'une nombreuse famille.

Enfin, le principal a réussi à établir au collège un internat et une fréquentation. Au moyen d'une faible rétribution les élèves seront tenus et surveillés toute la journée. Et cette amélioration, tant désirée, produira certainement d'heureux résultats. Nous verrons sous peu le prospectus de l'établissement.

A M. LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE.  
Bastia, 20 septembre 1836.

Monsieur,  
J'ai l'honneur de vous informer que par décision du 12 du courant, dont M. le directeur et

président du conseil de l'administration des douanes vient de me donner connaissance, les marchandises ou productions de la Corse autres que celles comprises dans la nomenclature arrêtée le 28 mai dernier et qui, par conséquent, ne jouissent pas de la franchise à leur arrivée sur le continent français, ne seront accompagnées à leur départ de la Corse, dans le cas où elles seraient présentées à l'embarquement, d'aucune expédition de cabotage; mais qu'elles devront figurer sur le manifeste de sortie prescrit par le 1<sup>er</sup> § de l'article 2 de la loi du 5 juillet dernier, et par suite sur le manifeste d'entrée que le capitaine est tenu de remettre lors de son arrivée dans un port du continent; ce qui entraîne nécessairement pour elles l'acquiescement des droits de sortie et d'entrée au départ et à l'arrivée.

Je vous serai obligé de vouloir bien porter cette décision à la connaissance du commerce.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous saluer avec la considération la plus distinguée.

Le directeur des douanes,

DE VIANI.

Une réforme favorable à la presse départementale s'opère dans la presse centrale. Les abonnés qui pour 80 fr. ne recevaient qu'un journal expédié de Paris, et nécessairement étranger aux intérêts de leur localité pour le même prix d'abonnement peuvent maintenant, s'ils le veulent, recevoir trois journaux au lieu d'un seul; savoir: 1<sup>o</sup> Pour 40 francs, un journal politique et quotidien, rédigé à Paris par les hommes politiques et littéraires les plus distingués; 2<sup>o</sup> plus un journal de leurs intérêts locaux; 3<sup>o</sup> enfin, un journal d'agrément où d'utilité professionnelle. Cet extrême bon marché est incontestablement un progrès de la presse périodique, qui est encore incompréhensible, mais qui ne tardera pas à paraître ce qu'il y a de plus élémentaire en arithmétique et en économie sociale: le succès expliquera ce bon marché aussi facilement que ce bon marché paraissait que 6 fois par semaine, et qui maintenant paraît le lundi, et cela sans augmentation de prix, qui reste toujours fixé à 40 francs. La Presse est le seul journal qui, pour les départements, ne coûte annuellement que 40 fr. MM. Victor Hugo, de Balzac, Alexandre Dumas, Eugène Scribe, Eugène Sue, etc., concourent activement à la rédaction de la Presse. Leurs articles sont signés. L'annonce de la Presse, que nous publions aujourd'hui, présente l'aperçu de la variété des noms d'auteurs et du cadre adopté pour le classement des matières. Du 1<sup>er</sup> au 15 octobre, sous le titre de la Vieille Fille, paraîtra dans les feuilletons de la Presse, tout un roman inédit de M. de Balzac, immédiatement après paraîtront des portraits historiques du Roi, de M. le duc d'Orléans, de M. Thiers, de M. de Talleyrand, etc., par M. Alexandre Dumas; enfin, une suite d'articles intitulés le Journal des Débats, le Constitutionnel, la Quotidienne, etc., etc., où ces journaux seront à tour de rôle l'objet d'une appréciation faite sous un point de vue tout nouveau.

## PARIS.

Le *Mémorial de Saint-Hélène* (page 279), contient, sur le nouveau président du conseil des ministres, ce jugement porté par Napoléon: « Molé, ce beau nom de la magistrature, caractère appelé probablement à jouer un rôle dans les ministères futurs. »

Le tems est venu, pour M. Molé, de justifier

ou de démentir ce mot historique, au risque de subir d'injurieuses accusations.

(La Presse.)

— Le lieutenant-général Bernard faisait partie du ministère du 10 novembre 1834; il était désigné alors au choix du roi par le tiers-parti. Que dira le tiers-parti? Le général Bernard a été aide-de-camp de l'empereur, et Napoléon dit de lui dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*: « Le général Bernard est un des hommes les plus vertueux que je connaisse. » C'est là une bonne note.

Après les événements de 1815, le général Bernard se retira aux Etats-Unis; il y vécut pendant les quinze années de la restauration, et s'y occupa d'organiser les moyens de défense de ce pays. A la première nouvelle de la révolution de juillet, il revint en France, sans tenir aucun compte des offres qui lui furent faites par le gouvernement américain.

Le général Bernard est aujourd'hui aide-de-camp du roi.

(La Presse.)

— Le *Moniteur* de ce matin, 20 septembre, contient dans la partie officielle plusieurs ordonnances qui nomment le lieutenant-général baron Bernard; ministre de la guerre; M. Martin (du Nord), ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Une autre ordonnance charge M. Duchâtel de l'intérieur de ce ministère, jusqu'à ce que le comte de M. Martin (du Nord) soit rétabli. M. Vitet, maître des requêtes, est nommé conseiller d'état en service ordinaire, en remplacement de M. Dufaure, dont la démission est acceptée; le lieutenant-général, vicomte Schramm, est nommé conseiller d'état en service extraordinaire; M. Franck Carre, avocat-général près la cour de cassation, est nommé procureur-général près la cour royale de Paris; M. Hébert, procureur-général à Metz, est nommé avocat-général près la cour de cassation; M. Moreau, président à la cour royale de Metz, est nommé procureur-général en la même cour; M. Capin, procureur-général à Nîmes, est nommé président de chambre à Nancy; M. Latourneille, substitué près la cour royale de Paris, est nommé procureur-général à Nîmes; M. Godon, substitué près le tribunal de première instance, est nommé substitut du procureur-général près la cour royale de Paris; M. E. Croissant, procureur du roi à Châlons, est nommé substitué à Paris.

Une autre ordonnance porte que les bureaux de la guerre seront divisés en deux sections distinctes; l'une, direction générale du personnel et des opérations militaires; l'autre direction générale de l'administration et de la comptabilité; M. le vicomte Schramm est nommé directeur de la première division; M. Ma. tureau des Chesnes est nommé directeur-général de la seconde.

Le baron Boissy d'Anglas, intendant militaire, est nommé intendant de la première division militaire, en remplacement du baron Joinville mis à la retraite.

— Un journal anglais, le *True Sun*, annonce que la constitution de 1820 a été publiée à Lisbonne le 10 septembre, dans la matinée. Les détails ont été apportés à Londres par le bateau à vapeur le *Manchester*, qui a quitté le Tage le 10 au matin. Cet événement n'a pas occasionné, dit-on, l'effusion d'une seule goutte de sang. Il aurait eu pour cause la circonstance accidentelle du rassemblement de la populace pour fêter les députés arrivants du district du Douro. Ces députés appartiennent au parti libéral extrême; ils ont été élus en opposition au ministère. Cette démonstration, ajoute-t-on, n'avait point été préparée. La garde municipale, composée des plus respectables habitants de Lisbonne et les troupes de ligne, ont tout à-coup fraternisé avec le peuple, ce qui fait supposer que l'opinion publique était depuis

long-temps prête à l'événement. La reine aurait donné son assentiment à ce changement et changé le ministère, renvoyant toutes les modifications qui pourraient être jugées nécessaires aux cortès qui s'assembleront le 15 septembre.

— M. le ministre de la marine vient d'adresser aux préfets maritimes et aux chefs de service de la marine, dans les sous-arrondissements, une circulaire pour les engager à recommander dans leurs bureaux le plus prompt envoi des certificats, feuille ou autres pièces probantes, pour être mises à l'appui des états de proposition, dont les commissaires de l'inspection maritime occupent pour l'année 1836-1837, tant en faveur des gens de mer que de leurs veuves et orphelins.

— M. de Cognay, désigné pour l'ambassade de Madrid, a déclaré qu'il n'accepterait pas.

M. Félix Réal a donné sa démission de secrétaire-général du ministère du commerce.

(Presse.)

— On parle d'une prochaine promotions de pairs et d'un remaniement dans quelques préfectures. Les pairs n'excéderaient pas le nombre de dix, pris dans l'armée et au sein de la chambre élective. On cite M. Royer Collard comme devant figurer sur la liste.

(Presse.)

— Le prince Napoléon Louis-Bonaparte est en ce moment au camp de Thionne, où il remplit les fonctions de capitaine d'artillerie auxquels il a été appelé par le gouvernement de Berne.

— Les espagnols résidant à Londres se sont réunis le 12 septembre à l'hôtel de la législation d'Espagne pour prêter serment à la constitution. A l'extrémité supérieure de la salle, on avait placé sur un table une Bible et un crucifix. Le secrétaire de l'ambassade a, le premier, prêté le serment en sagenouillant devant le crucifix; les autres l'ont prêté ensuite. Ils ont aussi apposé leur signature au bas d'une déclaration contenant leur adhésion à la constitution.

— Une grande affiche annonce la mise en vente pour le 3 octobre de l'église française du Petit-Montrouge, bâtie tout récemment. Le sieur Le-loup qui la desservait ne pouvant payer ses créanciers, est évincé de sa propriété. La mise à prix est de 25,000 fr. L'église a, dit-on, 75 pieds de long sur 33 de large; il y a à côté une sacristie et une école, et au dessus un logement pour celui qui la desservait. On ajoute dans l'affiche que cette église peut servir de salles de réunions de plaisir, comme bal, concert, etc. Il est probable que ce sera là, en effet, la destination de ce bâtiment. Il a servi d'abord à des réunions sacrilèges, ce ne sera pas la faire déchoir de beaucoup que de l'employer à des réunions de plaisir et de licence.

(Presse.)

— Le comte de Turenne est arrivé à Pau.

— M. Isturitz vient d'arriver à Paris.

— Lord Granville, ambassadeur d'Angleterre, a passé le 17 à Strasbourg, revenant à Paris.

— On assure que M. de Lamennais, doit publier prochainement un ouvrage qui contiendra les pièces de son voyage à Rome.

— M. le baron Fain, intendant-général honoraire de la liste civile et premier secrétaire du cabinet du roi, est mort, le 15 courant, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Il était âgé de 58 ans.

— M. le comte Septime de Latour-Maubourg, venant de Bruxelles, est attendu le 17 à Paris. On assure que ses instructions sont prêtes, et qu'il recevra l'ordre de se mettre en route dès le 26 pour Madrid.

— Longévité. — Un journal anglais cite un exemple remarquable de longévité. Une dame Dorel, demeurant à Cochrane Street, a accompli

sa 110<sup>e</sup> année. Cette dame a été deux fois mariée; elle a eu 15 enfants.

— Lablache. — L'épaisse figure de Lablache a singulièrement amusé nos dilettante provinciaux, dans la tournée qu'il vient de faire, et qui a dû être d'un grand rapport pour les artistes italiens. Devant Leicester, l'avant-train de la voiture qui les portait s'est tout-à-coup brisée, et la voiture a versé. Au moment même où l'équipage roulait, Ivanhoff cria d'une voix émue: Tenez-vous ferme. On est parvenu difficilement à dégager mademoiselle Assandri ensevelie sous le colossal Lablache et qui aurait été infailliblement étouffée, si on ne lui avait porté secours. La foule accourue sur le théâtre de l'accident, a fait éclater son hilarité en voyant l'étrange physionomie de Lablache qui a fini par rire lui-même de sa mésaventure. A Leicester, les artistes rencontrèrent le duc de Brunswick qui se disposait à se rendre à Manchester. Il offrit à Lablache une place dans sa voiture pour le reste du voyage: cette offre fut acceptée. Dans le trajet, l'imposante attitude du célèbre chanteur donna lieu à plus d'un méprise. On s'imagina que le plus gros des voyageurs devait être le duc. Pendant le relai de Derby une vieille femme s'étant approchée de la voiture et ayant regardé successivement le prince et Lablache, se mit à lui dire avec vivacité: il n'est étonnant que le ballon se soit abattu, avec un poids de ta force, madame Graham a eu tort de s'enlever avec toi.

## MADAME MURAT.

Si l'on en croit une lettre de Florence, la comtesse de Lipano (anagramme de Napoli), madame Murat, non seulement entrerait en France avec l'agrément du gouvernement, mais serait assurée d'obtenir le plus gracieux accueil au château des Tuileries. Il ne s'agirait de rien moins pour elle que d'être bientôt la tante de S. A. R. le duc d'Orléans. Voici comment s'opérerait ce prodige. Le prince royal épouserait la princesse Annonciade-Joachim-Amélie de Hohenzollern-Sigmaringen, fille d'une nièce de Murat, mariée au prince maintenant régnant de Hohenzollern-Sigmaringen. Cette princesse, qu'on dit accomplie, n'a que quelques mois de moins que le duc d'Orléans. C'est dans le but de relever l'alliance projetée que la comtesse de Lipano serait mandée. Elle rattacherait, dit l'auteur de cette nouvelle, tant soit peu romanesque, le parti bonapartiste au gouvernement actuel, la gloire de l'empire à la révolution de juillet.

## NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

### ESPAGNE.

— La junte de Grenade, dont on avait annoncé la soumission a été réinstallée. L. Romeo, l'ex-intendant, est retenu en prison: il est accusé de trahison envers la junte. Le colonel Leguia, récemment arrivé de Despenapertos, assure que si Quiroga se présentait, il serait fusillé; le général est déjà parti pour cette destination; mais on espère que prévenu à temps, il n'ira pas se livrer lui-même à ses meurtriers.

— La junte de Cadix, loin d'être dissoute, a pris un arrêté commercial de la plus haute importance, en date du 2 septembre; cette disposition tend à rendre la junte de Malaga responsable du préjudice causé au commerce de Cadix par l'autorisation qu'elle avait donnée pour l'importation des productions étrangères moyennant les droits les plus modiques.

Le Gérant N. TARTAROLI.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 21 au 28 septembre.

LIVOURNE, tartane Ammoniation, capit. Guasco, avec diverses marchandises.  
CAPRARA, gondole Colombus, cap. Robesque, voyage pour son plaisir.  
PALUDELLA, gondole Louise, capitaine Cecconi, avec lupins.  
PRONETE, gondole Saint-Joseph, cap. Fasci, avec vin.  
EIGARETE, bœuf Précurseur, capit. Sisco, avec planches.  
LIVOURNE, mistick Antoinette, capit. Bugliani, avec diverses marchandises.  
PALUDELLA, bœuf Saint-Jean, capit. Lamberti, avec lupins.  
PROPRIANO, tartane Espérance, cap. Balestini, avec blé.  
PROPRIANO, mistick Miséricorde, cap. Guidicelli, avec blé.  
TOULON, bateau à vapeur Liamone, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.  
BONFACIO, tartane Deux-Cousines, cap. Gentile, avec framages.  
RIO, mistick Vierge-des-Carmes, cap. Soldari, avec minerais de fer.

## DÉPARTS

Du 21 au 28 septembre.

Pr. TOULON, bateau à vapeur le Liamone, c. Valzi, avec dépêches et passagers.  
ILE-ROUSSE, bombarde St-Charles, cap. Sisco, en lest.  
MARSEILLE, brick-golette le Printemps, capit. Canibaggio, avec haricots.  
MARSEILLE, tartane Vierge-des-Carmes, cap. Guaitella, avec haricot.  
TOULON, chebeck Saint-Antoine, capit. Marinetti, avec haricots et fèves.  
MARSEILLE, mistick la Conception, cap. Oliva, avec haricots et fèves.  
ATHENES, brick grec l'Aspasie, capit. Pandeli, avec divers.  
LIVOURNE, gondole Saint-Joseph, capitaine Laporta, avec lupins.  
St-PELLEGRINO, bœuf la Conception, cap. Cavatini, en lest.  
MARSEILLE, goelette Constance, cap. Rogliano, avec haricots et fèves.  
FIGARETE, bœuf le Précurseur, capitaine Sisco, en lest.  
PALUDELLA, bœuf Saint-Jean, cap. Lamberti, en lest.  
TOULON, mistick la Conception, capit. Bertocci, avec haricots et fèves.  
PALUDELLA, bœuf Saint-Antoine, cap. Stretti, en lest.  
PORTO-VECCHIO, gondole Conception, c. Gabrielli, avec divers.

## AVIS DIVERS.

Chez les FRÈRES FABIANI Imprimeur Libraire à Bastia.

LA THAUMATURGE du XIX<sup>e</sup> siècles  
ou S<sup>te</sup> Philomène Vierge et Martyre  
1 vol. in 12 relié fr. 1 75.  
MISSALE romanum in folio relié en maroquin, tranche dorée 35  
MANUALE ORDINANDORUM, 1 vol. in 12 relié 2. 25.

## ANTOINE FRANÇOIS SISCO,

Tailleur, au goût de Paris, vient de s'établir à Bastia, rue Neuve, maison Fariani.

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FABIANI.

# LA VIEILLE FILLE,

PAR M. DE BALZAC.

Roman inédit, sera publié successivement en FEUILLETONS, du premier au quinze octobre,

DANS

## LA PRESSE

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

Ce JOURNAL, qui paraît maintenant le lundi, est le SEUL qui, pour Paris et les départements, ne coûte que 40 francs par an, 22 fr. pour six mois, 12 francs pour trois mois.

Le format de la PRESSE est le même que celui des journaux à 80 francs.

Toutes les demandes d'abonnement doivent être accompagnées d'une adresse très lisiblement écrite, et d'un mandat à vue sur le Trésor, sur la poste ou sur Paris. On peut s'abonner chez les libraires, les directeurs de postes et de messageries, sans augmentation de prix.

### TOUTE PERSONNE

Qui, du 1<sup>er</sup> au 15 janvier, ouvrira à l'administrateur-cassier de la PRESSE, PAR LETTRE AFFRANCHIE, rue St-Georges, n° 16, à Paris, soit une reconnaissance sur la poste, soit un mandat, payable à Paris, de la somme de 60 fr. pour cinq abonnements de trois mois, à la PRESSE, recevra le sixième abonnement gratis. — **CONDITION EXPRESSE** : La somme de 60 francs doit être intégrale, et les souscripteurs doivent être cinq personnes différentes.

#### RÉDACTION DU JOURNAL.

Rédacteur en chef, gérant-responsable, M. EMILE DE GIRARDIN, député.

Conformément au vœu des lois sur la presse, M. EMILE DE GIRARDIN, député, n'a point hésité à accepter, dans toute sa vérité et dans toute son étendue, la responsabilité légale qui comporte le titre et la fondation de rédacteur en chef d'un journal. Des membres appartenant aux deux chambres, aux conseils généraux des départements, des hommes spéciaux sur les hautes questions de l'organisation de l'armée, des travaux publics, des impôts et du crédit dans leur rapport avec la moralité populaire, la liberté commerciale et le progrès industriel; enfin des correspondants éclairés et judicieusement choisis l'aident à donner à la PRESSE, dans sa partie politique, le double caractère pratique et progressif auquel elle aspire.

#### SCIENCES.

M. M.

LEMEBERT (D<sup>r</sup>). Compte rendu de l'Académie des Sciences, de Médecine, etc.  
TREBUCHET, membre du conseil de salubrité. Statistique et salubrité publique.

#### LITTÉRATURE.

Tous les articles littéraires sont signés.

BALZAC (de). Scènes de la vie privée.  
BERTHOUD. Intérieur des contemporains célèbres.  
CUSTINE (marquis de). Lettres d'un cosmopolite.  
ALEXANDRE DUMAS. Feuilletons historiques, comptes rendus des drames nouveaux.  
ESQUIROS. Sciences occultes.  
MADAME GAY. Paris, mœurs et usages.  
TUDHOPE GAUTIER. Beaux-arts.  
GRANIER DE CASSAGNAC. Livres historiques et religieux.  
GOZLAN. Tableaux de mœurs.  
VICIOS HUGO. Questions sociales.  
JUBINAL. Revue rétrospective, ancienne littérature.  
LACROIX (de la bibliothèque Jacob). Bibliographie.  
JULES LECOMTE. Mœurs.  
MERY. Mœurs du midi de la France.  
MORET. Peaux-arts et voyages.  
MALITOURNE. Souvenirs et portraits historiques.  
GOURVIL. Critique littéraire.  
ATROUX ROYER. Orient, Russie, Allemagne.  
DE NORVINS. Souvenirs de l'empire.  
EUGÈNE SCRIBE. Proverbes dramatiques.  
EUGÈNE SUE. Lettres de Saint-Brice.  
FALFAUX SOULIE. Compte rendu des Théâtres lyriques.  
JULES SANDEAU. Critiques des livres nouveaux.  
SEGURIN aîné. Beaux-arts.  
VARAIGNE. Amérique du sud.

#### ECONOMIE SOCIALE.

M. M.

Édouard ALLETZ, ouvrages couronnés par l'Institut.  
Emile BEREZ, ouvrages également couronnés.  
RAYMOND BRUCKER.  
DENNIE (baron). Intendant militaire. Organisation de l'armée.  
DECOURDEMANCHE. Réforme hypothécaire et cadastrale.  
DEMERSAND. Économie et administration publiques.  
MORIS D'OLIVY. Investigations parlementaires.  
HAMOND, ingénieur. Travaux publics.  
GILLON, député. Instruction publique.  
ORTOLAN. Droit constitutionnel.  
RECOULEUR. Essais nouvelles de science sociale.  
STOURM, ancien magistrat. Droit municipal.  
A. TRANQUER. Économie sociale.

\*\*\* Chronique du jour et correspondance particulière.

#### FEUILLETONS.

Tous les dimanches, il paraît un feuilleton historique de M. Alexandre DUMAS.

Tous les mardis, il paraît un feuilleton dramatique de M. Frédéric SOULIE.

Tous les mercredis, il paraît un feuilleton de l'Académie des sciences, par le docteur LEMBERT.

Tous les jeudis, il paraît sous le titre de **COCHER DE PARIS** un bulletin de livres nouveaux, des pièces en répétition, des modes nouvelles, des causeries du monde, des objets et usages nouveaux, de la musique en vogue, des objets de curiosité et un bulletin bibliographique.

Tous les vendredis, il paraît sous le titre de **SEMAINE INDUSTRIELLE** un feuilleton divisé en trois parties. La première consacrée aux travaux pratiques, présentant le mouvement des chemins de fer, canaux, grandes voies de communication, adjudications importantes. La seconde consacrée à l'agriculture, à l'enregistrement de ses besoins et de ses progrès. La troisième enfin consacrée à l'industrie, au mouvement des brevets d'invention, des capitaux, des entreprises par actions, des sociétés de commerce, etc., par plusieurs ingénieurs civils.

Tous les samedis enfin, il paraît sous le titre de **REVUE ÉTRANGÈRE** un feuilleton présentant tout ce que les journaux et revues des deux mondes publient de curieux et d'utile sur les mœurs, usages et travaux comparés des divers peuples, par divers traducteurs.

#### ÉDITION DES DÉPARTEMENTS.

Cette édition ne se borne point à reproduire les nouvelles du moment; toutes les versions qui contiennent les 25 journaux quotidiens qui se publient le matin à Paris y sont encore ajoutées, grâce à la célérité d'une presse mécanique nouvelle exécutée dans ce but.

#### CLASSEMENT DES ARTICLES.

FRANCE. — Opinion du journal sur les questions ou sur les événements du jour.

ACTES DU GOUVERNEMENT. — Lois, ordonnances, le jour même de leur publication officielle. Nomination et promotions diverses de l'ordre administratif, militaire et religieux. En outre, la PRESSE publie par mois quatre bulletins spéciaux des décisions ministérielles, arrêtés et jugements qui intéressent :

1<sup>er</sup> Les municipalités et paroisses, les maires, conseillers communaux et curés; 2<sup>o</sup> L'instruction primaire, les comités et les écoles; 3<sup>o</sup> Les contributions, les gardes nationales, et électeurs et jurés; 4<sup>o</sup> Les citoyens sous les drapeaux.

Toutefois, les décisions officielles et tous les faits utiles qui intéressent les officiers ministériels et les divers fonctionnaires publics sont méthodiquement et succinctement enregistrés. La PRESSE, sous ce rapport, peut dispenser de divers journaux spéciaux beaucoup de maîtres, de conseillers municipaux, de curés et d'instituteurs.

CHRONIQUE POLITIQUE. — Versions, commentaires et anecdotes des salons et des cercles politiques.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE. — Lesques des événements graves comme ceux de l'Espagne tendent à élargir l'horizon d'un rédacteur de la PRESSE ou le choix d'un correspondant spécial, les lettres sont placées sous cette rubrique.

DÉBATS LÉGISLATIFS. — Les débats des chambres seront analysés avec une scrupuleuse fidélité et notés avec une irréprochable impartialité. Rien de plus faux, de plus trompeur que le compte-rendu des journaux, suivant son parti, chacun recueille les paroles de ses amis et se livre à des discussions de ses adversaires. Ici l'appui n'a jamais tort à la tribune; la loi ministérielle à toujours raison. Ces récits tronqués sont un mensonge perpétuel; ils ont causé à la presse une immense popularité. Nous sommes fâchés que la justice la confie à des journaux qui perdent par ce parti, la rigueur dont nous nous écarterons jamais, sera de faire connaître la vérité de toutes les opinions, à quelque parti que l'orateur appartienne.

La PRESSE ayant pour rédacteur en chef un maître de la chambre

des députés, on comprend que par ses relations politiques il lui sera facile de donner des détails exacts sur les travaux intérieurs des deux chambres. Les opérations des bureaux et des commissions sont souvent pour le lecteur le complément indispensable des séances publiques.

DÉBATS DE LA PRESSE. — Extraits et analyses des principaux journaux des départements et de l'étranger.

La PRESSE ne mériterait pas le nom qu'elle porte si elle n'était qu'un journal de plus et si elle ne reproduisait pas fidèlement le mouvement de tous les journaux, tant par extraits et tant par analyse selon que le veut l'esprit des articles.

La PRESSE reproduit donc, chaque jour, chaque matin, la polémique des différents partis, et présente impartialement la statistique exacte de toutes les opinions.

DÉPARTEMENTS. — Tous les faits qui résultent d'une correspondance active et du dépouillement du fidèle de cent journaux sont résumés sous cette rubrique, lorsqu'ils intéressent localement le département.

DÉBATS JUDICIAIRES. — La PRESSE, le même jour que le DROIT et la GAZETTE DES TRIBUNAUX, rend un compte exact et précis des plus intéressantes causes judiciaires et des principaux arrêts.

NOUVELLES DIVERSES. — Sous ce titre sont reproduits tous les faits et nouvelles qui ne comportent pas une classification spéciale ou méthodique.

COLONIES FRANÇAISES. — Nouvelles d'Alger, etc.

STATISTIQUE ET ÉCONOMIE SOCIALE. — Examens des questions économiques, d'impôts, de budget, de population.

BIOGRAPHIE ET NÉCROLOGIE. — Vie et fin des contemporains célèbres.

VARIÉTÉS. — Comptes rendus, approfondis et signés de tous les ouvrages importants.

BOURSES, MARCHÉS ET SPECTACLES.

(Pour le feuilleton, voir plus haut ce qui a été dit.)

#### SYSTÈME FINANCIER DU JOURNAL.

La base économique sur laquelle la PRESSE est fondée est limitée de celle adoptée par tous les journaux anglais. Elle consiste en un calcul fort simple que voici : Le prix et le produit des annonces d'un journal sont en raison du nombre des abonnés et plus il les fait payer un prix élevé.

En Angleterre, les annonces de Times par exemple par an coûtent 25,000 L. stér. (750,000 fr.). En France, les annonces des trois principaux journaux de Paris s'élèvent annuellement de 200 à 250,000 fr.

Si maintenant une rédaction se cent pour cent sur le prix d'abonnement d'un journal quotidien, de même format que les journaux qui coûtent : Soit le rédacteur par les hommes les plus distingués, est le sûr moyen de compte 10,000 abonnés, peu importe que les bénéfices soient perçus dans la caisse des abonnés ou bien dans celle des annonces.

Ce que la PRESSE surtout ne veut être ni parasite, c'est un journal au rabais, la mission de la PRESSE est d'un autre ordre, c'est qu'elle a entrepris d'être une réforme radicale du journalisme quotidien en dépit de la bécotie législative.

La réduction la plus noblement attribuée, l'impression la plus soignée et le prix d'abonnement le plus faible, voilà ce que la PRESSE s'est assuré les moyens de réaliser. — Jamais l'économie du prix et l'infatigable de valeur n'ont été la solution d'un problème. Pour qu'il en soit ainsi, il faut savoir aller la suppression d'exécution et la réduction du prix, le loyer et le bon marché, il faut enfin qu'un grand nombre d'une ne se répercutent que l'effet de l'impôt.

Ce n'est qu'en se distinguant par le mérite de sa rédaction que le monde de la PRESSE, dès qu'il se promette d'être durable, et que l'économie de son prix sera imprimée et utile; elle le sait.

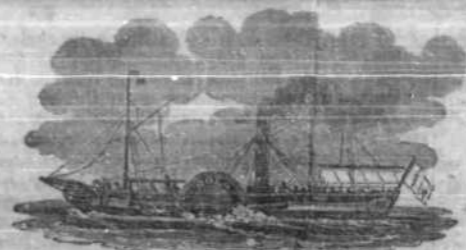
La PRESSE paraît depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Son fonds social est divisé en actions de 250, donnant droit à un intérêt de 5 0/0, à l'en-voir gratuit du journal, et à des dividendes annuels.

MERCREDI 5 OCTOBRE 1836.

ON S'ABONNE A BASTIA  
AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS  
A l'Office central de L'ÉCRIVAIN BOUTON  
et C<sup>ie</sup>, 105 N. Dame des Victoires, n° 27-28.  
A la librairie correspondance de M. JASTIN  
et C<sup>ie</sup> Place de la Bourse, n° 31; à la cor-  
respondance commerciale de M. JASTIN  
BOUTON rue St Honoré 207, ou l'on  
reçoit les abonnements pour l'insulaire français.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



## L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

TROISIÈME ANNÉE, N° 99.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24  
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



### CORSE.

Loin de nous la prétention de vouloir pénétrer les mystères du cabinet secret. Cependant il nous revient de bonne source que M. le Préfet nous fait trop souvent l'honneur de s'occuper de nous dans sa correspondance ministérielle.

On s'imagine que ce n'est pas pour en dire grand bien : aussi quelqu'un de ses confidents va-t-il publiant que M. le Préfet est parvenu à faire considérer par un de nos ministres l'Insulaire français comme une feuille hostile au gouvernement, et à obtenir son agrément pour le faire tomber.

Tout en remarquant que ces assertions sont peu croyables, nous allons nous permettre quelques mots pour notre justification.

D'abord, si le ministre en question avait voulu réellement s'informer des rédacteurs de l'Insulaire en puisant ces renseignements à une source désintéressée, il n'aurait pas tardé à se convaincre qu'ils sont par leurs précédents les véritables amis du gouvernement. Mais il est probable que le ministre, aussi bien que le public, se soucient fort peu de savoir ce qu'ont été les rédacteurs d'un journal. Cela ne vaut pas la peine qu'on le leur apprenne. Selon nous, il vaut beaucoup mieux de leur rappeler la mission qu'ils se sont proposée.

Qu'il nous soit donc permis de faire observer que nos principes, nos doctrines, nos intentions, ainsi que notre but, se trouvent clairement exprimés tous les jours par ce que nous disons et même par ce que nous ne disons pas.

Nous l'avons plus d'une fois répété, nous n'attendons pas le bien-être de notre pays de l'application de vieilles ou de nouvelles théories abstraites; aussi il ne nous souvient pas d'avoir jamais discuté ni sur l'origine de la souveraineté, ni sur le principe constituant, ni sur l'extension du cens électoral; jamais non plus nous n'avons examiné s'il convenait d'intervenir ou ne pas intervenir en Espagne, s'il valait mieux avoir des

ministres appelés du tiers-parti ou des ministres appelés doctrinaires. Toutes ces hautes questions nous les avons toujours laissées aux journaux du continent, voir même à notre confrère le Journal libre qui, comme on sait, les traite tous les jours avec une grande suite d'idées et de principes.

Notre mission, à nous, n'est pas si ambitieuse. Elle consiste à indiquer ce que nous croyons réellement utile au pays, à surveiller surtout l'emploi des faibles ressources de notre budget pour qu'elle soient employées, s'il est possible, avec discernement et intégrité, persuadés que nous sommes que si on parvient à améliorer notre état matériel, notre état moral ne peut manquer d'en ressentir une heureuse influence. Hélas! on ne cesse de répéter que la Corse est une terre de vengeance, mais on ne dit pas que de temps en temps elle a été la terre classique des abus.

Pour en être convaincus il n'y a qu'à comparer les résultats obtenus avec l'argent dépensé. Qui, jusqu'à ces derniers temps, a jamais pu élever la voix pour avertir le gouvernement qu'on gaspillait, qu'on jetait son argent?

Du temps de l'empire, c'est été le meilleur moyen pour se faire enfermer dans la tour de Toulon. La haute police ne plaisait pas, aussi le Grand Empereur, qui d'un coup d'œil embras-

sait toutes les parties de son vaste empire, ignorait complètement l'état réel de son pays natal.

Une anecdote historique le démontrera à l'évidence. Napoléon ayant reproché la lenteur des travaux de la route royale au général César Berthier, gouverneur de la Corse, celui-ci prit

mit de faire en voiture, à une époque donnée, le trajet d'Ajaccio à Bastia. Au jour fixé il partit en effet, escorté d'une compagnie de grenadiers; mais bientôt la scène change, les chevaux sont dételés, les roues démontées et le char du triomphateur est transporté sur les épaules de ses gardes. N'importe, il arrive; ce qui prouve incontestablement qu'on peut tra-

verser la Corse en voiture. (De Beaumont, observations sur la Corse.)

A la restauration, Messieurs les Préfets ont succédé en quelque sorte à l'omnipotence des généraux gouverneurs. Nul contrôle, nulle opposition à leurs desseins, à leurs fantaisies. Dès qu'ils avaient su choisir leurs membres du conseil-général, tout était dit, il pouvait dormir en paix; aussi maintenant on ne conteste plus que l'argent du trésor a été prodigué dans de folles dépenses sans utilité présente et sans utilité à venir.

Aujourd'hui un organe, quel qu'il soit, de la presse non subventionnée, existe en Corse: c'est l'Insulaire français. Il s'efforce de faire entendre, de temps à autre, quelques bonnes vérités sur le compte des fonctionnaires publics. Comment un ministre du Roi pourrait-il désirer de l'étouffer? Il n'y peut avoir aucun intérêt. — Nous n'en dirons pas autant de M. le Préfet de la Corse qui a ses bons motifs pour ne pas aimer un pareil contradicteur.

Pour y parvenir M. le Préfet s'est avisé de faire tomber le journal, faute d'abonnés. Tous les fonctionnaires subalternes, tous ses amis se sont retirés à la fois. Nos abonnements portés sur les budgets des communes ont été liffés, tandis qu'on y ajoutait d'office ceux du Journal libre.

Bientôt nous n'avons compté ni maires, ni adjoints parmi nos abonnés, et pourtant la nombre s'en est accru tous les jours. A qui sommes nous redevables de notre succès? On ne le croira pas, mais c'est la vérité: c'est à M. le Préfet lui-même.

Nous allons nous expliquer. — M. le Préfet fait-il des proclamations et des discours? C'était tant d'abonnements pour l'Insulaire. Ouvrait-il des écoles, ou assistait-il à la distribution des prix données aux élèves? C'était encore des abonnements pour nous. Chaque semaine LE JOURNAL LIBRE faisait, en style de proclamation, l'éloge de M. le Préfet? On se demandait ce qu'aurait dit l'Insulaire, et on s'y abonnait. Mais lorsque la session du conseil-général est surve-

On s'abonne à LA PRESSE, rue SAINT-GEORGES, 16, A PARIS.